



**République du Cameroun**

*Paix – Travail - Patrie*

**Chambre des Comptes  
de la Cour Suprême**

**Premier Rapport  
Annuel  
2006**

Les travaux relatifs à ce rapport ont été effectués par le Comité de la Programmation et du Rapport Public sous la coordination de M. **FOUDA NKODO Achille**, Conseiller maître et ayant pour membres M. **DJOKO André**, Mme **MBARGA Jeanne d’Arc**, Conseillers Maîtres, M. **YEBGA MATIP**, Conseiller référendaire, M. **BIAKAN à NGON Jeannot**, Avocat Général.

La relecture du Projet de Rapport a été faite par un Comité présidé par M. **Joseph BELIBI**, Premier Avocat Général et composé de Messieurs **MOUTCHIA AMBE Georges**, **Théodore MBENOUN**, Mme **WACKA Justine**, Présidents de Sections, Messieurs **MANGA MOUKOURI**, **HAKAPOKA Narcisse**, **FOUDA AMOMBO**, **FOUDA NKODO Achille**, Conseillers Maîtres, ainsi que Maître **PAGUEM Michel**, Greffier en Chef.

Le Rapport final a été adopté en session de la Chambre de Conseil le mercredi 21 mars 2007.

## DELIBERE

Conformément aux dispositions de l'ordonnance N° 002/CDC/CSC du 20 février 2006 de M. le Président de la Chambre des Comptes portant détermination des matières dont connaissent les différentes formations de la juridiction, la Chambre des Comptes, délibérant en Chambre de Conseil a adopté le présent rapport établi en application de l'article 3 de la loi n° 2003/005 du 21 avril 2003.

Etaient présents :

- M. **Abraham TCHUENTE**, Président
- MM. **MOUTCHIA AMBE George**, **Théodore MBENOUN** et Mme **Justine FOFUNG WACKA**, Présidents de Sections ;
- MM. **MANGA MOUKOURI Isaac**, **KAMENI Pierre**, **HAKAPOKA Narcisse**, **DJOKO André**, **DITOPÉ LINDOUME**, **NDONGO ETAME David**, **MIKONE Martin Bienvenu**, **ALIMA Jean Claude**, **THEUMOUBE Philippe**, **FOUDA AMOMBO** et Mme **MBARGA Jeanne d'Arc**, Conseillers Maitres ;
- MM. **EZOO'O BIZEME**, **YEBGA MATIP**, **NDJOM NACK Elie** et **OUMAROU Abdou**, Conseillers référendaires.

Etaient également présents et ont participé aux débats MM. **Joseph BELIBI**, Premier Avocat Général, **Benson Bonny BAWAK** et **BIAKAN à NGON Jeannot**, Avocats Généraux ;

Maître **PAGUEM Michel**, Greffier en Chef assurait le secrétariat.

## AVANT-PROPOS

*Créée par la loi n° 96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 2 juin 1972 et organisée par la loi n° 2003/005 du 21 avril 2003, la Chambre des Comptes de la Cour Suprême a démarré ses activités après la nomination en avril 2004 de son Président et la prestation de serment de ses nouveaux magistrats en décembre 2005.*

*Ainsi un peu plus d'un an après ce démarrage, la Chambre des Comptes produit son premier rapport annuel conformément à l'article 3 du dernier texte de loi cité. Cet article dispose : « la Chambre des Comptes produit annuellement au Président de la République, au Président de l'Assemblée Nationale et au Président du SENAT un rapport exposant le résultat général de ses travaux et les observations qu'elle estime devoir formuler en vue de la réforme et de l'amélioration de la tenue des comptes et de la discipline des comptables. Ce rapport est publié au journal officiel de la République ».*

*Dans les pays à tradition établie, c'est un grand moment où la juridiction financière expose le regard qu'elle porte sur l'utilisation qui a été faite des deniers publics. En effet, l'obligation de rendre compte de l'emploi des fonds publics est devenue une exigence du fonctionnement de l'Etat moderne, selon l'esprit du texte de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789<sup>1</sup>.*

*Le rapport annuel 2006 se veut simple dans sa conception ainsi que dans son esprit. En dépit du caractère très particulier du contrôle et du jugement des comptes, un effort louable de communication y transparait et dégage un triple objectif :*

- *d'une part le document présenté a un caractère didactique. A ce titre, apparaît la préoccupation de faire connaître les missions de la Chambre et de faire état de ses mécanismes de fonctionnement. Nombre de concepts techniques spécifiques à la juridiction financière sont expliqués à cette occasion. Les développements consacrés à l'introduction et dans la deuxième partie tendent à satisfaire cette exigence ;*
  
- *d'autre part, le texte dégage un aspect pédagogique dans la mesure où des enseignements y sont tirés suite aux observations ou irrégularités*

---

<sup>1</sup> « Tous les hommes ont le droit de constater par eux-mêmes, ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée » article XIV.

*relevées à l'occasion de l'examen des comptes publics. La troisième partie du rapport annuel traduit cette préoccupation ;*

- *Enfin, le rapport revêt un caractère informatif. Il renseigne les autorités publiques ainsi que les citoyens sur la genèse de la Chambre des Comptes et sur le résultat de ses activités. Les développements contenus dans les trois parties du rapport traduisent cet aspect.*

*Fort des enseignements de cette première année d'exercice, la conclusion trace les perspectives de l'action future de la Chambre.*

*A la lecture de ce rapport, l'on devrait pouvoir se faire une idée de la Chambre des Comptes telle qu'elle a été mise en place et au terme de sa première année d'activités. A cet égard, la prise en compte des faits relevés et des enseignements à en tirer ayant donné lieu aux trente-une (31) recommandations du présent rapport, constituent le gage d'une évolution de nature à consolider les fondations de cette jeune institution. Celle-ci devra trouver ses marques à la mesure des ambitions des hommes et des femmes qui l'animent, afin que l'assainissement des finances publiques soit une réalité et que la maxime de Jean Bodin qui disait : « Il n'y a richesse, ni force que d'hommes » trouve ici tout son sens.*

**Alexis DIPANDA MOUELLE**

**Premier Président de la Cour Suprême**

## INTRODUCTION

La loi n° 96/06 du 18 Janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 Juin 1972 qui traite du pouvoir judiciaire en son titre V, crée une Chambre des Comptes au sein de la Cour Suprême. Les dispositions de l'article 41 de cette loi précisent: « *La Chambre des Comptes est compétente pour contrôler et statuer sur les comptes publics et ceux des entreprises publiques et parapubliques* ». Il s'agit en conséquence dans notre édifice judiciaire d'une juridiction financière.

A ce titre, elle est l'héritière d'un certain nombre d'institutions qui ont eu pour attributions le contrôle et le jugement des comptes publics dans notre pays.

Ainsi, en est-il :

- de la Cour française des Comptes qui contrôlait et jugeait les comptes publics du Cameroun sous tutelle française de 1919 à 1960 ;
- du système de contrôle des comptes publics à trois niveaux qui avait été institué après l'indépendance, et qui comportait une Cour Fédérale des comptes<sup>2</sup> au niveau de l'Etat Fédéral, une

---

<sup>2</sup> Cf. ordonnance n° 62/OF/4 du 07 février 1962 réglant le mode de présentation, les conditions d'exécution du budget de la République du Cameroun, de ses recettes, de ses dépenses et de toutes les opérations s'y rattachant.

chambre des comptes auprès de la Cour Suprême de l'Etat fédéré du Cameroun Oriental et un département de l' « *audit* » auprès de l'Etat fédéré du Cameroun Occidental. Cette expérience prendra fin le 1<sup>er</sup> juillet 1969 par la suppression de la Cour Fédérale des Comptes ;

- de l'Inspection Générale de l'Etat (I.G.E)<sup>3</sup> qui prendra le relais de la Cour Fédérale des Comptes en 1969. Elle sera chargée de l'apurement des comptes des comptables publics ;
- des services du Contrôle Supérieur de l'Etat<sup>4</sup> qui vont se substituer plus tard à l'Inspection Générale de l'Etat pour l'exécution de la même mission.

Chacune des institutions sus évoquées s'acquittera avec plus ou moins de bonheur des missions à elles confiées et c'est à partir de 1996 que la juridiction financière, à la faveur de la loi fondamentale<sup>5</sup> va renaître sous l'appellation de Chambre des Comptes de la Cour Suprême. Il y a lieu de souligner, qu'en replaçant le contrôle et le jugement des comptes dans le giron du pouvoir judiciaire, le constituant camerounais a voulu se conformer aux normes requises en la matière, dans la mesure où ces attributions ont été confiées à une institution indépendante du pouvoir exécutif.

---

<sup>3</sup> Cf. Décret n° 69/DF/265 bis du 30 juin 1969 relatif à l'apurement des comptes publics et à la sanction des responsabilités des comptables.

<sup>4</sup> Le texte appliqué en matière d'apurement des comptes est le Décret n°78/470 du 03 novembre 1978 relatif à l'apurement des comptes et à la sanction des responsabilités des comptables.

<sup>5</sup> Cf. Article 41 de la loi n° 96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 juin 1972.



Ainsi, fort des considérations liées à la transparence et à la lisibilité des comptes qui constituent l'essence même du contrôle des finances publiques, la nouvelle division du travail instaurée dans ce domaine est un gage d'impartialité, mieux d'indépendance. Elle doit permettre un nouvel envol de la gestion économique et financière de l'Etat. La Chambre des Comptes procède donc non seulement d'un impératif de gouvernance financière et économique, mais au-delà, d'une vision moderne de la gestion de l'Etat de droit.

Ce premier rapport annuel est l'occasion de faire connaître les attributions, l'organisation et le fonctionnement de cette juridiction financière.

## **LES ATTRIBUTIONS DE LA CHAMBRE DES COMPTES**

Certaines sont juridictionnelles, d'autres non juridictionnelles.

- Les attributions juridictionnelles procèdent des dispositions relatives à la loi n° 96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 02 Juin 1972 ainsi que de la loi n° 2003/005 du 21 avril 2003 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Chambre des Comptes de la Cour Suprême. L'article 41 de la constitution détermine le champ de compétence de la Chambre : *«La Chambre des Comptes est compétente pour contrôler et statuer sur les comptes publics et ceux des entreprises publiques et parapubliques»*. La mission

ainsi définie par la constitution est précisée par les dispositions des articles 2, 7, 8 et 9 de la loi précitée.

Ainsi, l'on relève que :

- les comptes objet de contrôle et de jugement sont ceux des comptables publics patents ainsi que ceux des comptables de fait (art.2 et 7) ;
- les entités<sup>6</sup> dont les comptes sont soumis au contrôle et au jugement de la Chambre sont multiples et dotées de statuts juridiques qui relèvent aussi bien du droit privé que du droit public (art. 8)

Quant à l'article 9, il fait de la Chambre des Comptes une juridiction de cassation, les recours formés contre les jugements définitifs rendus par les juridictions inférieures des comptes étant déferés devant elle.

- Les attributions non juridictionnelles quant à elles concernent : les avis prévus à l'article 10 de la loi organique du 21 avril 2003, la rédaction du rapport annuel, les notifications faites par le Procureur Général et le Greffier en chef ainsi que tous les autres actes de gestion courante.

---

<sup>6</sup> Organismes ainsi que personnes physiques.

## L'ORGANISATION DE LA CHAMBRE DES COMPTES

Les dispositions y afférentes sont contenues dans les articles 13 à 25 de la loi du 21 avril 2003. Trois (03) aspects retiennent l'attention à savoir, la structuration de la Chambre, sa composition et ses formations.

- La Chambre des Comptes comprend cinq (05) sections. Il s'agit:
  - de la section de contrôle et de jugement des comptes des comptables de l'Etat (première section) ;
  - de la section de contrôle et de jugement des comptes des comptables des collectivités territoriales décentralisées et de leurs établissements publics (deuxième section) ;
  - de la section de contrôle et de jugement des comptes des comptables des établissements publics de l'Etat (troisième section) ;
  - de la section de contrôle et de jugement des comptes des entreprises du secteur public et parapublic (quatrième section) ;
  - de la section des pourvois qui n'est pas opérationnelle en raison de ce que les juridictions inférieures de comptes ne sont pas encore mises en place.

- La composition de la Chambre des Comptes comporte un siège, un parquet et un greffe (art. 14 à 18 de la loi organique du 21 avril 2003).
  - Le siège a pour mission de contrôler et de juger les comptes en rendant des arrêts. Il comprend le Président de la Chambre, les Présidents de Section, les différents conseillers<sup>7</sup>.
  - Le parquet exerce les fonctions du Ministère Public et a pour mission de veiller au respect de la loi par voie de réquisitions et de conclusions. Il concourt à la prise des décisions sus énoncées. Il est représenté par le Procureur Général près la Cour Suprême (art. 17).
  - Le greffe enregistre les comptes et autres documents produits à la Chambre. Il comprend : le Greffier en Chef et les greffiers.
- Les formations de la Chambre des Comptes sont prévues aux articles 21 à 25 de la loi précitée. La Chambre se réunit selon le cas en audience ordinaire, en sections réunies ou en Chambre de conseil en raison de la complexité des affaires et selon la détermination des matières telle que fixée par ordonnance du Président de la Chambre.

---

<sup>7</sup> Conseillers, Conseillers Maîtres, Conseillers Référéndaires.

## **LE FONCTIONNEMENT DE LA CHAMBRE DES COMPTES.**

La procédure de jugement des comptes des comptables publics patents (art. 26 à 38), les procédures relatives aux comptabilités de fait (art. 39 à 44), ainsi que le pourvoi en cassation (art. 45 à 47) sont précisés par les dispositions des articles sus mentionnés.

- L'on retiendra essentiellement que la procédure de jugement des comptes des comptables publics patents est écrite et obéit aux dispositions de la loi fixant l'organisation de la Cour Suprême sous réserve des spécificités propres aux juridictions financières.
- Les comptabilités de fait concernent les comptes de personnes qui, n'ayant pas la qualité de comptable public patent s'immiscent dans le maniement des fonds publics. Ces comptes sont justiciables de la Chambre des Comptes (art. 39-2). Lorsque la comptabilité de fait est découverte, elle donne lieu à un acte introductif d'instance du Ministère Public qui selon le cas peut aboutir ou non à une déclaration de comptabilité de fait.
- Le pourvoi en cassation est formé dans les quinze (15) jours à compter du lendemain de la notification du jugement de la juridiction inférieure des comptes.

Au terme de cette présentation sommaire, le présent rapport annuel se propose de faire état de la mise en place de la Chambre des Comptes de la Cour Suprême s'agissant de son premier rapport annuel **(I)**. Par ailleurs, il rend compte du résultat général des travaux de celle-ci pour l'exercice 2006 **(II)** et contient les observations en vue de la réforme et de l'amélioration de la tenue des comptes ainsi que de la discipline des comptables **(III)**.

**PREMIERE PARTIE**

**LA MISE EN PLACE DE LA CHAMBRE  
DES COMPTES**

Le processus de mise en place de la Chambre des Comptes a démarré en octobre 2003 par la création d'un Comité interministériel, relayé en juillet 2005 par le Comité de stratégie pour l'opérationnalité effective de l'institution. Ces deux structures étaient placées sous la supervision du Comité de pilotage de la matrice des mesures Cameroun – Union Européenne.

L'objectif assigné était d'assurer la mise en place harmonieuse de la Chambre afin qu'elle puisse examiner avant fin 2005 les comptes de l'année 2004.

Nombre d'actions ont été réalisées couvrant notamment les domaines tels que la nomination des premiers magistrats de l'Institution, la sélection des candidats aux fonctions de magistrat à la Chambre des comptes, la formation de ces derniers, l'élaboration des instruments indispensables à la réalisation des missions de la Chambre des Comptes.

### **1) La nomination des premiers magistrats à la Chambre des Comptes**

Le Président de la Chambre ainsi que deux Conseillers ont été nommés en avril 2004 par décrets<sup>8</sup> du Président de la République. Le Président de la Chambre a ultérieurement pris la présidence du Comité de stratégie pour l'opérationnalité effective de celle-ci ; cette désignation a entraîné la dissolution du Comité interministériel de mise en place sus évoqué et permis un meilleur suivi de la mise en place de la Chambre.

---

<sup>8</sup> Cf 1/ Décret N° 2004/081 du 13 avril 2004 portant nomination du Président de la Chambre des Comptes de la Cour Suprême ;

2/ Décret N° 2004/082 du 13 avril 2004 portant nomination des membres de la Chambre des Comptes de la Cour Suprême.



## **2) La sélection des candidats aux fonctions de magistrat à la Chambre des Comptes**

Deux étapes ont marqué cette action ; la finalisation des critères de sélection et la sélection proprement dite.

- **La finalisation des critères de sélection**

Un groupe de travail <sup>9</sup> supervisé par le Comité de pilotage a mené des travaux qui ont permis l'élaboration des termes de référence pour le recrutement et la formation des futurs magistrats à la Chambre des Comptes.

Les critères de sélection définis se rapportaient au profil pluridisciplinaire des candidats. Ainsi a-t-il été retenu le principe d'une sélection composée de 30% d'Inspecteurs d'Etat, 30% d'Inspecteurs Principaux des régies financières, 20% de Magistrats de l'ordre judiciaire, 15% d'Administrateurs civils principaux et autres fonctionnaires, 5% d'enseignants d'université ayant au moins le grade de chargé de cours. De même les critères ont porté sur l'ancienneté dans les différents corps de métier et comportaient une épreuve orale d'entretien avec un jury présidé par le Président de la Chambre des Comptes et comprenant les représentants de la Présidence de la République, des services du Premier Ministre, de la Cour Suprême, du Ministère de la Justice, des services du Contrôle Supérieur de l'Etat, du Ministère de la

---

<sup>9</sup> Il est constitué de Messieurs PALLOT et WROBEL, Magistrats des comptes français et de Messieurs BELIBI Joseph et NDONG Benoît, respectivement Premier Avocat Général à la Cour Suprême du Cameroun et Directeur Général de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature.

Fonction Publique et de la Réforme Administrative et de la Direction Générale de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature.

Le rapport des experts sur les critères de sélection déposé le 7 juin 2004 a été validé par le Comité de pilotage et mis en application par le Comité de stratégie.

- **La sélection proprement dite**

Elle s'est réalisée en deux étapes :

- Une première vague de 15 candidats a été sélectionnée le 14 avril 2005 sur les 63 qui postulaient à la fonction de magistrat à la Chambre des Comptes. En définitive quatre inspecteurs d'Etat, quatre inspecteurs principaux des régies financières (Trésor), trois magistrats de l'ordre judiciaire, deux chargés de cours d'université et deux administrateurs civils principaux faisaient partie de ce premier groupe.
- Une seconde vague de sept candidats a été sélectionnée en août 2005 et comprenait un magistrat de l'ordre judiciaire, un inspecteur principal des postes et télécommunications, deux inspecteurs principaux des régies financières, un inspecteur d'Etat, un administrateur civil principal.

### **3) La formation des postulants aux fonctions de magistrat à la Chambre des Comptes**

Le comité d'experts chargé d'élaborer les termes de référence relatifs à la sélection des candidats (cf *supra*) a également proposé un programme de formation des futurs magistrats à la Chambre des Comptes.

La phase théorique de cette formation qui a duré de septembre à novembre 2005 était assurée par des experts camerounais et étrangers. Le programme de formation a couvert les domaines de l'organisation judiciaire, des finances publiques en général, et de manière spécifique des procédures en matière de jugement des comptes, de la comptabilité publique ainsi que de la comptabilité commerciale.

Au total, une trentaine de modules environ a été présentée aux postulants. L'exposé de chaque module a été sanctionné par une évaluation des connaissances écrites proposées aux postulants.

Au terme de cette formation théorique, 22 candidats ont été retenus. Des stages pratiques dans les juridictions financières de France ont été programmés pour compléter cette formation.

#### **4) L'élaboration de certains instruments indispensables au contrôle et au jugement des comptes**

Au nombre de ces instruments, l'on compte l'instruction sur les comptes de gestion et le guide des procédures de la Chambre des Comptes.

- L'instruction sur les comptes de gestion qui concerne particulièrement les comptes du Trésor est un document qui indique les principes et les modalités d'élaboration, de présentation, et de production des comptes de gestion. Cette instruction a été signée le 21 octobre 2005 par le Ministre de l'Economie et des Finances.
- La finalisation du guide des procédures de la Chambre des Comptes est l'œuvre d'experts<sup>10</sup> qui ont déposé le document produit en octobre 2005. Ce guide décrit de manière concrète les actes à effectuer à l'occasion du contrôle et du jugement des comptes. Celui-ci a été adopté en Assemblée Générale de la Chambre le 31 décembre 2005.

#### **5) La nomination et l'installation des nouveaux magistrats à la Chambre des Comptes**

Au terme de la formation des postulants à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature, le Président de la République

---

<sup>10</sup> Il s'agit de Messieurs PALLOT et WROBEL, Magistrats des Comptes français et de Monsieur BELIBI Joseph, Premier Avocat Général à la Cour Suprême du Cameroun.

a signé deux décrets<sup>11</sup> portant respectivement intégration dans la magistrature et nomination aux différentes fonctions. Ces magistrats ont par la suite prêté serment et ont été installés à l'audience solennelle de la Cour Suprême du 20 décembre 2005.

Ainsi seize magistrats ont été intégrés dans la magistrature dont treize au 4<sup>ème</sup> grade et trois au 3<sup>ème</sup> grade. Et sur les dix-neuf magistrats formés à l'ENAM, quatorze ont été nommés Conseillers maîtres, quatre Conseillers référendaires, et un Président de section.

Il y a lieu de mentionner qu'à la même occasion, deux autres présidents de section ont été nommés ainsi que trois Avocats Généraux à la Chambre des Comptes.

## **6) L'occupation des locaux qui abritent la Chambre des Comptes**

Un immeuble a été conventionné le 2 juin 2005 par l'Etat du Cameroun à l'effet d'abriter les locaux de la Chambre des Comptes. Ledit immeuble a été effectivement occupé par le personnel au courant du mois de février 2006. L'équipement des bureaux se fait progressivement. Il y a cependant lieu de signaler l'inexistence d'un parking aussi bien pour le personnel que pour les visiteurs.

---

<sup>11</sup> Décret n° 2006/465 du 20 décembre 2006 portant nomination des magistrats de siège à la Cour Suprême

**DEUXIEME PARTIE**

**RESULTAT GENERAL DES TRAVAUX  
DE LA CHAMBRE DES COMPTES**

L'activité principale de la Chambre des Comptes est juridictionnelle ; il s'agit du contrôle et du jugement des comptes. Toutefois, cette fonction juridictionnelle n'est possible que grâce à l'aménagement préalable de l'environnement de travail de la Chambre des Comptes. L'ensemble des actions qui y concourent qualifiées d'activités non juridictionnelles a constitué l'essentiel du travail de la Chambre des Comptes au cours de l'exercice 2006.

## **A - ACTIVITES NON JURIDICTIONNELLES DE LA CHAMBRE DES COMPTES**

Ces activités se rapportent :

- à l'organisation interne de la Chambre des Comptes ;
- au fonctionnement interne de la Chambre des Comptes ;
- à la sensibilisation et à l'information des structures appelées à confectionner et à produire les comptes ;
- à la formation du personnel de la Chambre de Comptes.

### **1 - ACTIVITES RELEVANT DE L'ORGANISATION INTERNE DE LA CHAMBRE DES COMPTES**

Elles tendent à mettre en place un dispositif qui permet à la Chambre des Comptes d'exercer ses attributions et de mieux les appréhender.

Ces activités ont trait notamment à :

- la répartition des magistrats et des greffiers dans les différentes sections ;
  - la désignation d'un Président de la deuxième section ;
  - la détermination des matières dont connaissent les différentes formations de la Chambre des Comptes ;
  - la création de divers comités.
- **Répartition des magistrats<sup>12</sup> et des greffiers dans les différentes structures**

La Chambre des Comptes de la Cour Suprême du Cameroun a fonctionné au cours de l'exercice 2006 avec un effectif de trente-six personnes dont vingt cinq magistrats et onze greffiers.

**Le Siège** comprend :

- le Président de la Chambre ;
- 04 Présidents de Section ;
- 14 Conseillers maîtres ;
- 04 Conseillers référendaires.

**Le Ministère Public** comprend :

- Le Procureur Général près la Cour Suprême représenté par le Premier Avocat Général ;
- 02 Avocats Généraux.

---

<sup>12</sup> Cf. ordonnance n° 001/CDC/CSC/du 30 décembre 2005.



**Le Greffe** est composé :

- du greffier en chef ;
- de 05 greffiers de section ;
- de 05 greffiers.

Afin d'entamer le travail effectif d'instruction des comptes, le Président de la Chambre des Comptes a par ordonnance n° 001/ CDC/ CSC du 30 décembre 2005, réparti les magistrats dans les différentes sections.

L'article 2 de cette ordonnance prévoit que le Président de la Chambre des Comptes peut, en tant que de besoin, confier à un magistrat tout compte ou dossier relevant d'une autre section. Cette rotation permet aux magistrats de cultiver une interdisciplinarité à l'intérieur de la juridiction.

- **Désignation du Président de la deuxième section.**

Bien que la loi n° 2003/005 du 21 avril 2003 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Chambre des Comptes ait prévu une section chargée du contrôle et du jugement des comptes des collectivités territoriales décentralisées, le président de ladite section n'avait pas été nommé par le Président de la République. Afin d'activer cette section<sup>13</sup>, le Président de la Chambre des Comptes s'est désigné président de celle-ci.

---

<sup>13</sup> Cf. Ordonnance n° 003/CDC/CSC du 22 mai 2006.

En conséquence, toutes les sections de la Chambre ont été fonctionnelles au cours de l'exercice 2006 à l'exception de la section des pourvois qui n'a pas encore démarré ses travaux pour les motifs déjà évoqués.

- **Détermination des matières dont connaissent les différentes formations de la Chambre des Comptes**

L'article 21 alinéa 1 de la loi organique du 21 avril 2003 précise que la Chambre des Comptes se réunit dans le cadre de ses formations en :

- audience ordinaire ;
- sections réunies ;
- chambre de conseil.

L'alinéa 2 du même article prescrit au Président de la Chambre des Comptes de déterminer par ordonnance les matières dont connaissent les différentes formations. En application de cette disposition et après concertation au cours d'une Assemblée Générale de la Chambre des Comptes, le Président de la Chambre a par ordonnance n°002/CDC/CSC du 20 février 2006 précisé ainsi qu'il suit ces attributions :

- en audience ordinaire, la Chambre contrôle et juge les comptes ou les documents en tenant lieu relevant de la compétence de chaque section conformément aux dispositions de l'article 13 alinéa 1<sup>er</sup> de loi n° 2003/005 du 21 avril 2003.

- en sections réunies, le contrôle et le jugement concernent :
  - les affaires complexes, à la demande soit du magistrat rapporteur, soit du Président de la section, soit du Procureur Général près la Cour Suprême, soit du Président de la Chambre des Comptes, ;
  - les cas relevant de la compétence de deux ou plusieurs sections ;
  - les cas de revirement de jurisprudence, de recours en révision ou de toute autre affaire à la demande du Président de la Chambre des Comptes ou du Procureur Général près la Cour Suprême.
  
- en chambre de conseil, la Chambre des Comptes:
  - adopte le rapport annuel ;
  - donne l'avis prévu par l'article 10 de la loi organique n° 2003/005 du 21 avril 2003, et tout autre avis dont elle pourrait être saisie par le Président de la Chambre des Comptes ou le Procureur Général près la Cour Suprême ;
  - examine toute question concernant l'administration et la gestion de la Chambre des Comptes.

- **Création de divers comités.**

Deux comités ont été mis en place à la Chambre des Comptes :

- le Comité de la Programmation et du Rapport Public;
- le Comité de la Documentation et de la Communication.

➤ **Le Comité de la Programmation et du Rapport Public**

La programmation est inhérente au fonctionnement de toute juridiction financière. Elle consiste sur la base de la collecte de certaines données, à élaborer un programme annuel des travaux portant sur l'examen des comptes, dont l'instruction est confiée aux magistrats. Elle définit une orientation de la politique des contrôles arrêtée par le Président de la Chambre en relation avec les présidents de section. Le comité en charge de la programmation et de l'élaboration du rapport public annuel a été créé par ordonnance<sup>14</sup> du Président de la Chambre et ses membres ont également été désignés<sup>15</sup>. Ce comité est fonctionnel et présente périodiquement les résultats de ses travaux au Président de la Chambre.

➤ **Le Comité de la Documentation et de la Communication**

La documentation est un domaine stratégique dans le fonctionnement d'une juridiction financière. Au-delà de la mise en

---

<sup>14</sup> Cf. Ordonnance n° 004/CDC/SC du 22 mai 2006.

<sup>15</sup> Cf. Ordonnance n° 006/CDC/SC du 22 mai 2006.

place d'une bibliothèque, l'enrichissement des dossiers de base des organismes par des informations de presse de nature à éclairer le contrôle relève des attributions de ce comité.

Par ailleurs, la communication par les moyens modernes en usage dans ce domaine (internet et autres) doit permettre de faire connaître la Chambre des Comptes au public. Le comité en charge de la documentation et de la communication a été créé par ordonnance<sup>16</sup> du Président de la Chambre et les membres dudit comité ont été nommés<sup>17</sup>. Ce comité est également opérationnel et rend compte de ses activités au Président de la Chambre.

## **2. ACTIVITES RELEVANT DU FONCTIONNEMENT INTERNE DE LA CHAMBRE**

Au lendemain de l'installation des magistrats de la Chambre des Comptes, le Président de cette juridiction financière a organisé des cadres de réflexion qui ont permis la mise en place d'instruments de travail devant rendre opérationnelle cette nouvelle institution.

- **Adoption du guide des procédures de la Chambre des Comptes**

Au cours de leur première Assemblée Générale tenue le 31 décembre 2005, les magistrats et les greffiers ont adopté le guide des procédures de la Chambre des Comptes. Ce document est un outil de travail indispensable tant pour les magistrats que pour les personnels des greffes et des archives. Il décrit l'ensemble des

---

<sup>16</sup> Cf. ordonnance n° 005/CDC/CSC du 22 mai 2006.

<sup>17</sup> Cf. ordonnance n° 007/CDC/CSC du 22 mai 2006.

procédures et des actes à exécuter par chaque acteur de la chaîne de contrôle, s'agissant des opérations liées à l'examen et au jugement des comptes. Cet instrument de travail permet d'harmoniser les pratiques procédurales dans toutes les sections de la Chambre des Comptes.

- **Elaboration d'un chronogramme des activités pour l'année 2006**

Pour l'exercice 2006, le chronogramme élaboré par la Chambre des Comptes a prévu la réalisation de vingt-huit activités, soit une moyenne de sept activités par trimestre. Ces travaux portent notamment sur la sensibilisation des comptables à la production des comptes de gestion, le contrôle et le jugement des comptes ainsi que la formation du personnel de la Chambre.

Le planning établi à cet effet définit clairement les résultats attendus pour chaque activité, en même temps qu'il identifie les acteurs et détermine les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation des objectifs, dont l'un des plus importants était de faire démarrer les travaux dans toutes les sections. L'exécution de ce chronogramme a débuté à date, et nombre d'activités prévues ont été réalisées.

- **Activation des sections de la Chambre**

Le Président de la Chambre a constitué une commission de réflexion portant sur l'activation des sections. L'exploitation des résultats des travaux de cette commission a permis de saisir les diverses structures chargées de la production des comptes, aux fins de leur transmission au greffe dans les délais prévus.

A ce jour, nombre d'organismes ont réagi favorablement à cette démarche du Président de la Chambre, permettant ainsi le début de l'examen des comptes produits.

- **Elaboration des guides d'instruction dans les sections**

Pour permettre de maîtriser les particularités de leur domaine de compétence, les sections ont entrepris l'élaboration d'un guide des procédures spécifiques à chacune d'elles.

### **3. ACTIVITES D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION A LA CONFECTION ET A LA PRODUCTION DES COMPTES PUBLICS**

- **Objectifs des missions de sensibilisation et d'information**

La loi n° 2003/005 du 21 avril 2003 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Chambre des Comptes de la Cour Suprême, dispose en son article 78.1 : « *La présente loi s'applique aux comptes des exercices qui suivront l'année de sa promulgation* ». Il apparaît ainsi clairement que le contrôle et le jugement des comptes commence avec ceux de l'exercice 2004.

En dépit de la promulgation de la loi précitée et de la mise en place effective de la Chambre des Comptes, les structures<sup>18</sup> qui doivent produire les comptes ne se sont pas empressées de le faire, aussi bien pour les comptes de 2004 que pour ceux de l'exercice 2005. Au regard de ce constat, le Président de la

---

<sup>18</sup> L'Etat à travers les comptes du Trésor, les collectivités territoriales décentralisées, les établissements publics administratifs, et les entreprises du secteur public et parapublic.

Chambre des comptes a déployé en mars et juin 2006 des équipes de mission sur le territoire national avec pour objectifs :

- l'évaluation auprès des Trésoreries Générales et des Centres Provinciaux de la Comptabilité Matières de l'état de mise en forme des comptes et de la conservation des pièces justificatives ;
- la notification aux Directeurs Généraux des établissements publics administratifs et des entreprises du secteur public et parapublic de sa lettre relative à la transmission des comptes de 2004 et de 2005 ;
- la collecte auprès des responsables des structures susmentionnées, de tous les textes et documents de base aux fins de constituer les dossiers permanents desdites structures au greffe de la Chambre.

Au total, 124 structures ont reçu la visite des équipes de mission de la Chambre des Comptes. Celles-ci sont réparties de la manière suivante :

Structures	ETAT		Etablissements Publics Administratifs de l'Etat	Entreprises du Secteur Public et Parapublic	Total
	Trésoreries Générales	Centres Provinciaux de la Comptabilité Matières CPCM			
Nombre	10	09	53	52	<b>124</b>



- **Constats consécutifs aux missions**

- **Au niveau des comptes de l'Etat :**

Le rapport de la mission effectuée en 2004 dans le cadre du Comité de stratégie pour l'opérationnalisation de la Chambre des Comptes évoquait déjà des difficultés liées à la production des comptes de gestion de l'Etat. La publication le 21 octobre 2005 de l'instruction du Ministre chargé de l'Economie et des Finances sur les comptes de gestion a réglé le problème de la présentation des comptes du Trésor. Toutefois, des difficultés subsistent et se rapportent à :

- l'insuffisance du personnel en charge de la confection des comptes de gestion dans les Trésoreries Générales;
- la conservation et le classement des pièces justificatives ;
- l'absence de mise en état d'examen des comptes de gestion par l'Agence Comptable Centrale du Trésor, avant leur acheminement à la Chambre des Comptes ;
- la non confection des comptes de gestion par les comptables-matières.

- **Au niveau des établissements publics administratifs**

Les missions effectuées par les membres de la Chambre des Comptes ont permis de relever que l'instruction n° 02070/ MINEFI/ IGT du 22 décembre 1998, relative à la nomenclature sommaire

des comptes destinée aux agents comptables des établissements publics administratifs n'est pas appliquée.

Par ailleurs, alors que la loi n° 99/016 du 22 décembre 1999 portant statut général des établissements publics et des entreprises du secteur public et parapublic dispose en son article 72 que «*Les établissements publics administratifs appartenant à l'Etat sont gérés selon les règles prévues par le régime financier de l'Etat*», les textes organiques de certains Etablissements publics administratifs prescrivent l'application des règles de la comptabilité privée en leur sein. D'autres ont mis en place les deux types de comptabilité.

➤ **Au niveau des entreprises du secteur public et parapublic**

Quelques sociétés d'économie mixte estiment ne pas être concernées par le contrôle et le jugement exercés par la Chambre des Comptes, au motif que les articles 2, 7 et 8 de la loi organique n° 2003/005 du 21 avril 2003 font référence aux comptes des comptables publics. Elles rappellent à cet effet qu'il n'y a pas de comptables publics dans leurs structures.

A ce sujet, l'article 41 de la loi fondamentale du 18 janvier 1996 précise : «*la Chambre des Comptes est compétente pour contrôler et statuer sur les comptes publics et ceux des entreprises publiques et parapubliques*». Dès lors, la compétence de la Chambre des Comptes sur les comptes ou les documents en

tenant lieu de ces sociétés ne fait l'ombre d'aucun doute ; car, ce n'est pas la présence du comptable public qui détermine la compétence de la Chambre, mais le caractère public des deniers gérés par la société. Le Directeur Général de la structure est l'autorité habilitée à produire les comptes à la Chambre selon les prescriptions du droit comptable OHADA.

Les responsables des sociétés régies par les règles de la comptabilité commerciale ont également exprimé la délicatesse du transfert hors siège des pièces justificatives de leurs états financiers. Ils se fondent notamment sur l'article 24 de l'Acte Uniforme portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises sises dans les Etats-parties au Traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique qui dispose : « *Les livres comptables ou les documents qui en tiennent lieu ainsi que les pièces justificatives sont conservés pendant dix ans* ».

#### **4. ACTIVITES DE FORMATION DU PERSONNEL DE LA CHAMBRE DES COMPTES**

Les activités de formation ont été identifiées comme prioritaires dans le chronogramme de la Chambre des Comptes pour l'exercice 2006.

Les objectifs de la formation visent le renforcement des capacités des personnels de la Chambre pour la maîtrise des techniques de contrôle et de jugement des comptes d'une part, et de la normalisation des méthodes d'autre part.

A cet effet des séminaires, des stages, des conférences et colloques ont été suivis par les personnels.

- **Le séminaire d'appropriation du guide des procédures de la Chambre des Comptes**

Organisé du 24 au 28 avril 2006, ce séminaire était animé par des experts français et camerounais.

Avant le début des exposés, le Président de la Chambre des comptes a rappelé aux participants que la mise à leur disposition d'un manuel des procédures a été commandée par le souci de faciliter la compréhension et l'application des textes régissant l'ensemble des opérations de contrôle et de jugement des comptes.

Les experts ont souligné la nécessité de lire ce manuel en rapport avec divers textes dont, la loi n° 96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 2 juin 1972, l'ordonnance n°62/OF/4 du 7 février 1962 portant régime financier de l'Etat, la loi n° 99/016 du 22 décembre 1999 portant statut général des établissements publics et des entreprises du secteur public et parapublic et la loi n° 2003/005 du 21 avril 2003 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Chambre des Comptes de la Cour Suprême.

Les thèmes développés au cours de ce séminaire portaient sur les points suivants :

- la compétence de la Chambre des Comptes ;

- le contrôle des comptes des comptables publics ;
- la gestion de fait ;
- les procédures à la Chambre des Comptes ;
- les voies de recours ;
- le traitement d'un cas pratique.

S'agissant de la compétence de la Chambre des Comptes, l'on a relevé l'importance pour elle d'identifier les structures dont les comptes doivent lui être transmis aux fins de contrôle et de jugement. En application des dispositions de l'article 11 de la loi organique du 21 avril 2003, le Ministre de l'Economie et des Finances transmet la liste des structures dont les comptes sont soumis au jugement de la Chambre. Dans tous les cas, il revient à la juridiction financière de mettre à jour ladite liste à partir de l'exploitation des dossiers permanents disponibles dans ses services et de toutes autres informations sur ces structures.

La procédure juridictionnelle en vigueur dans la Chambre a été analysée en détail lors de ce séminaire.

Les développements sur la gestion de fait ont particulièrement retenu l'attention des séminaristes. La gestion de fait concerne toute personne qui n'ayant pas la qualité de comptable s'immisce dans le maniement des fonds publics. Ces personnes sont des comptables de fait astreints à la production d'un compte qui est contrôlé et jugé par la Chambre. L'on relève que la procédure de gestion de fait est déclenchée par le réquisitoire introductif d'instance du Ministère Public, qui permet

après sa découverte de donner lieu à l'apurement et au jugement du compte.

S'agissant des droits de la défense, les jugements se fondent sur l'exploitation des pièces justificatives et le comptable peut se faire assister d'un conseil. Par ailleurs, l'attention des séminaristes a été attirée sur le fait que contrairement au procès pénal, la notion d'intime conviction est inconnue du juge financier.

L'analyse d'un cas pratique matérialisé par l'examen du compte de gestion d'un organisme de la place, assorti d'un questionnaire et de la rédaction d'un rapport d'instruction a clôturé ce séminaire.

- **Le séminaire d'initiation à l'utilisation de l'outil informatique**

Tenu du 22 au 29 décembre 2005 au siège de la Chambre des Comptes, il avait pour but d'initier l'ensemble du personnel magistrat et greffier à l'utilisation de cet indispensable outil de travail.

Ainsi, les modules d'initiation à Windows XP, au logiciel de traitement de texte Microsoft Word 2003 et au tableur Microsoft Excel 2003 ont constitué la trame de cette formation.

- **Les stages dans les juridictions financières étrangères**

Pour compléter la formation des personnels de la Chambre, les magistrats et les greffiers de cette institution ont effectué des

missions à l'étranger. Ils ont établi avec les juridictions financières des pays hôtes les bases d'un partenariat pour des visites de travail et surtout pour la formation permanente dans le cadre des stages pratiques.

### ➤ **Les stages en France**

Tous les magistrats de la Chambre des Comptes en ont bénéficié au cours de l'exercice 2006. Les diverses séances de travail tenues à la Cour des Comptes à Paris et dans les chambres régionales des comptes, aussi bien avec leurs collègues qu'avec les fonctionnaires des greffes, des archives et de la documentation ont retenu leur attention à travers des points précis au nombre desquels :

#### ❖ *Les missions des juridictions financières*

A sa création en 1807, la Cour des Comptes de France ne jugeait que les comptes publics. Aujourd'hui, ces fonctions ont été élargies et sont définies dans le livre 1<sup>er</sup> du code des juridictions financières. En plus du jugement des comptes des comptables publics, la Cour des Comptes assiste le Gouvernement et le Parlement dans l'exécution de la loi des finances.

Depuis 1983, elle contrôle l'utilisation des fonds gérés par les organismes bénéficiant des subventions ou faisant appel à la générosité publique.

Il faut relever que l'orientation de ses missions a nettement évolué vers le contrôle de gestion qui occupe 85% de son activité.

La compétence de la Cour des Comptes est nationale, alors que les chambres régionales des comptes créées en 1982 dans le cadre de la décentralisation avec des missions similaires ont une compétence locale qui s'étend notamment sur les communes et les établissements publics de leur ressort.

❖ *Le rôle du Ministère Public*

Organe faisant partie de la juridiction financière, le Ministère Public ou parquet participe à de nombreuses actions aussi bien à la Cour que dans les chambres régionales des comptes où son représentant est appelé Commissaire du Gouvernement. Dans le cadre de ses activités, il :

- veille à la production des comptes ;
- sollicite des autres administrations la documentation utile au contrôle ;
- défère au parquet judiciaire ou à la Cour de Discipline Budgétaire et Financière les cas relevant de ces instances, etc ...

De manière générale, le Ministère Public est consulté pour toutes les questions qui touchent à l'organisation générale de la juridiction et à ses activités.



❖ *Le service du greffe et des archives*

Il apparaît comme le centre névralgique de la juridiction financière. Il est chargé notamment :

- de recevoir les comptes accompagnés des pièces justificatives ;
- d'informer le parquet sur la situation des comptes non déposés ou non produits ;
- de notifier les arrêts rendus.

➤ **Le stage au Maroc**

Il a intéressé aussi bien les magistrats en visite de travail que les greffiers en stage. Hormis quelques différences, les missions des juridictions financières sont les mêmes en France et au Maroc.

Il convient cependant de retracer l'évolution du cadre des juridictions financières marocaines ainsi que les avancées de son système.

❖ *Evolution du cadre*

La Cour des Comptes du Maroc, institution supérieure de contrôle des finances publiques est le résultat d'une évolution progressive.

La création en 1960 de la Commission Nationale des Comptes relevant du Ministère des Finances a fait place à la Cour des Comptes suivant une loi de 1979. La réforme constitutionnelle de 1996 l'a élevée au rang d'institution constitutionnelle indépendante de l'exécutif et du législatif.

En 2002, le code des juridictions financières a été promulgué pour adapter l'évolution de ces structures aux standards internationaux, tout en renforçant et en élargissant leurs attributions et leur autonomie. Ce code, en application des dispositions constitutionnelles, a créé les cours régionales des comptes.

❖ *Les avancées du système marocain*

Il a été donné aux magistrats camerounais de noter avec intérêt un certain nombre d'avancées en matière de justice financière au Maroc. Ainsi :

- pour chaque catégorie de comptable public (comptable public de l'Etat, comptable des Etablissements publics, comptables des domaines, comptables des collectivités territoriales, ...) il existe une instruction qui fixe les composantes, ainsi que les formes et conditions de présentation du compte de gestion ;
- les comptes administratifs sont systématiquement communiqués à la Cour des Comptes lors de la

déclaration de conformité. Cela évite ainsi d'avoir à les réclamer ;

- contrairement aux pratiques observées ailleurs, les pièces justificatives sont produites trimestriellement à la Cour des Comptes. Cette méthode a l'avantage de faciliter à tous les niveaux le travail d'assemblage et de stockage, mais aussi d'éviter les réajustements frauduleux souvent opérés en fin d'exercice dans les postes comptables ;
- le contrôle des pièces justificatives des établissements publics et des entreprises à capitaux mixtes soumises au contrôle de la Cour des Comptes se fait sur place, compte tenu des exigences particulières des comptabilités de certaines de ces structures ;
- la mise en place dans le système marocain du contrôle intégré établit au sein de la même juridiction des passerelles entre le jugement des comptes, la discipline budgétaire et financière et le contrôle de gestion. Cette organisation permet une meilleure appréhension de l'ensemble de la chaîne de la dépense.

Les stages suivis ont permis aux magistrats d'assimiler les techniques du contrôle et du jugement, et aux greffiers de s'imprégner de celles de l'archivage et de proposer une organisation du greffe inspirée du modèle marocain.

- **Participation des membres de la Chambre des Comptes à des conférences et colloques**

Courant mai 2006, certains membres de la Chambre ont participé à un colloque sur le thème : « *Performance et transparence dans la gestion financière publique : la pleine utilisation des outils existants* ».

Le thème a été subdivisé en plusieurs exposés au nombre desquels :

- le calendrier d'élaboration budgétaire, ses acteurs et les enjeux ;
- le caractère exhaustif des informations budgétaires ;
- l'élaboration et le rôle du rapport de la Cour des Comptes ;
- le lien entre plan d'engagement budgétaire et plan de trésorerie ;
- la production et la diffusion des états du suivi budgétaire ;
- les comptes de gestion et les lois de règlement.

## **B – ACTIVITES JURIDICTIONNELLES DE LA CHAMBRE DES COMPTES**

Institution nouvelle dans le paysage judiciaire camerounais, il convient, avant de rendre compte des activités juridictionnelles de la Chambre des Comptes, de décrire son fonctionnement général.

## **1. FONCTIONNEMENT D'UNE JURIDICTION FINANCIERE**

De la réception des comptes à l'exécution de l'arrêt rendu, plusieurs étapes sont suivies en application de la loi<sup>19</sup> et du guide des procédures de la Chambre des Comptes.

- **La réception des comptes**

Cette activité est dévolue au greffe de la Chambre (Art. 26-3 de la loi organique du 21 avril 2003 ). Elle implique deux notions essentielles qui sont le compte déposé et le compte enregistré.

- **Qu'est ce qu'un compte ?**

Le compte constitue un ensemble de documents décrivant de manière appropriée toutes les opérations d'une gestion donnée.

Concrètement les comptes se présentent sous une forme déterminée par les textes. S'agissant des comptes de gestion de l'Etat qui relèvent de la comptabilité du Trésor, une instruction<sup>20</sup> du Ministre chargé de l'Economie et des Finances définit leur

---

<sup>19</sup> \* Cf. Loi organique du 21 avril 2003 relative à la chambre des comptes.

\*Cf. Loi n° 75/16 du 8 décembre 1975 fixant la procédure et le fonctionnement de la Cour Suprême modifiée par la loi n° 89/018 du 28 juillet 1989.

<sup>20</sup>Cf. Instruction ministérielle sur les comptes de gestion du 21 octobre 2005.

mode de présentation, tandis que celui des structures assujetties à la comptabilité commerciale est défini par le droit comptable de l'Acte Uniforme pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA).

Pour ce qui est des comptes des collectivités territoriales décentralisées, leur mode de présentation est décrit dans une instruction<sup>21</sup> conjointe du Ministre chargé de l'Administration Territoriale et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances. Ce dernier a par ailleurs signé une autre instruction<sup>22</sup> destinée aux agents comptables des établissements publics administratifs.

#### ➤ **La notion de compte déposé**

L'article 26-3 de la loi organique du 21 avril 2003 précitée dispose : « les comptes sont **déposés** contre récépissé ou adressés par lettre recommandée avec accusé de réception au greffe de la Chambre des Comptes puis **enregistrés** et datés à leur arrivée ». Les deux notions sus évoquées diffèrent.

Il faut entendre par compte déposé, celui qui est transmis et réceptionné au greffe de la Chambre. Le dépôt du compte se confond avec l'arrivée de celui-ci à la chambre, faute de quoi le comptable s'expose à la procédure d'amende pour retard de production ou absence de production du compte.

#### ➤ **La notion de compte enregistré**

---

<sup>21</sup> Cf. Instruction conjointe n° 00366 du 15 février 2006.

<sup>22</sup> Cf. Instruction n° 02070/MINEFI/IGT du 22 décembre 1998.

Un compte enregistré est celui qui, après les vérifications sommaires au greffe répond aux normes prescrites par les différentes instructions relatives au format des comptes. Ce compte est considéré comme produit, donc en état d'examen.

- **L'instruction des comptes**

L'instruction est la phase de la procédure d'avant jugement au cours de laquelle le magistrat rapporteur vérifie et examine tous les éléments du compte. Elle donne notamment lieu selon le cas à des propositions de réserves, d'injonctions, de décharge ou de quitus à l'endroit du comptable.

L'instruction d'un compte obéit à une procédure fondée sur quelques principes majeurs.

- ***C'est une procédure inquisitoire***

- ❖ Le magistrat mène librement l'instruction, recherche les preuves à charge et à décharge. Ainsi, il peut solliciter du comptable toutes les informations susceptibles de l'éclairer (article 27 – 3 de la loi organique du 21 avril 2003).

A cet effet, il dispose de plusieurs mesures :

- la demande de renseignements, même à des personnes autres que le comptable ;
- les enquêtes sur place ;
- les demandes d'expertise.

➤ **C'est une procédure secrète**

Le juge mène ses investigations en dehors de toute publicité. La procédure se déroule essentiellement entre lui et le comptable.

➤ **C'est une procédure écrite**

Le caractère écrit de la procédure se traduit par un échange de questions et de réponses entre le magistrat et le comptable.

A l'issue de l'instruction, le magistrat rédige un rapport motivé sur le compte qui lui a été confié (article 27 – 4 de la loi organique du 21 avril 2003). C'est sur la base dudit rapport que la formation de délibéré se prononce.

• **La rédaction du rapport et du projet d'arrêt**

Ces deux documents sont rédigés concomitamment par le magistrat rapporteur qui les adresse au Président de section. Ce dernier les communique au Ministère Public pour la rédaction des conclusions. Le dossier est par la suite retourné au Président de section en vue de la convocation de la formation de délibéré.

➤ **Le rapport d'instruction**

Il contient des observations de deux natures :

- ❖ Observations sur la ligne de compte



Arrêter la ligne de compte consiste à valider les soldes de fin d'exercice, après rapprochement des données contenues dans les pièces générales d'une part, et celles du compte sur chiffres ou des états financiers d'autre part. Si des réserves sont émises à l'occasion de la vérification des opérations, le comptable ne peut être déchargé et le quitus ne peut être donné à sa sortie de fonction.

❖ Les autres observations

Elles se rapportent essentiellement au contrôle des pièces justificatives. Elles résultent de la vérification de conformité des opérations de recouvrement des recettes et de paiement des dépenses aux règles du droit budgétaire et comptable. A l'occasion de ces vérifications, le magistrat rapporteur peut retenir une charge à l'encontre du comptable lorsque l'irrégularité relevée cause un préjudice pécuniaire à la structure.

➤ **La rédaction du projet d'arrêt**

L'arrêt rendu par la Chambre des Comptes l'est au nom du peuple camerounais. Il comporte notamment :

- ❖ le visa qui indique l'ensemble des textes qui fondent la validité juridique de la décision prise ;
- ❖ la motivation qui est l'ensemble de paragraphes qui justifient la décision. Chaque paragraphe commence par un attendu qui développe un argument de fait ou de droit.

- ❖ le dispositif qui est le contenu de la décision rendue. A ce sujet, il y a lieu de relever que la Chambre statue provisoirement et à titre définitif ; **c'est le principe du double arrêt.**

- ❖ La formule exécutoire

Tout arrêt de la Chambre des Comptes qui comporte des charges à l'endroit du comptable, et notamment un débet ou une amende est revêtu de la formule exécutoire.

➤ **La notion d'arrêt provisoire**

Avant de rendre un arrêt définitif, la Chambre rend sur le même objet un ou plusieurs arrêts provisoires, où il est demandé au comptable de justifier ses opérations au regard des irrégularités constatées. Ce mécanisme est spécifique à la juridiction financière et obéit au caractère contradictoire de la procédure. Cette procédure qui débute lors de l'instruction par un questionnaire se poursuit devant la formation de jugement. En fait, l'arrêt provisoire reprend les irrégularités pour lesquelles le comptable n'a pas apporté de preuves irréfutables au cours de l'instruction. La formation de jugement interpelle le comptable sur ces irrégularités et lui impartit un délai pour y répondre. Au terme de cet échange, lorsque la formation de jugement s'estime suffisamment éclairée, elle rend un arrêt définitif.

➤ **La notion d'arrêt définitif**

L'arrêt définitif est rendu à la suite d'un ou de plusieurs arrêts provisoires. Le contenu de cet arrêt définitif est fonction de l'appréciation qui résulte du contrôle des comptes en application des dispositions de l'article 35 de la loi organique du 21 avril 2003.

Cet arrêt est susceptible de :

- prononcer la décharge du comptable ou le quitus selon le cas, lorsque la réponse aux injonctions est satisfaisante ;
- confirmer partiellement ou totalement les injonctions au cas où les réponses à celles-ci ne sont pas satisfaisantes.

- **L'exécution de la décision**

Les arrêts rendus par la Chambre des Comptes sont notifiés directement au comptable par les soins du greffe. Le Procureur Général près la Cour Suprême est également chargé de la notification desdits arrêts, notamment au Ministre chargé des Finances ainsi qu'à l'ordonnateur.

La notification a pour finalité de porter l'arrêt à la connaissance des divers destinataires. Dès lors la décision de la Chambre est opposable au comptable.

L'arrêt de la Chambre doit être exécuté. Selon les cas, c'est le Ministre chargé des Finances en ce qui concerne l'Etat, ou l'ordonnateur du budget de la personne morale de droit public pour les autres structures, qui sont chargés de cette exécution (article 70 – 2 de la loi organique du 21 avril 2003).

Il y a lieu de signaler que, si au terme de six mois suivant la notification de l'arrêt celui-ci n'est pas exécuté, le Président de la Chambre des Comptes en fait rapport au Président de la République. Il en est fait publication au journal officiel en français et en anglais. En tout état de cause, les suites données aux décisions de la Chambre seront prises en compte à l'occasion de la présentation du rapport annuel de l'exercice suivant.

- **Les arrêts rendus par la Chambre des Comptes en 2006**

Au cours de l'exercice 2006, la Chambre des Comptes a rendu deux arrêts d'injonction portant sur la production des pièces par les comptables. L'un de ces arrêts comportait une injonction pour l'avenir.

Dans le jugement des comptes, une injonction est un ordre donné à un comptable public pour justifier une irrégularité liée à un acte de sa gestion. On distingue deux sortes d'injonction ; l'injonction ferme qui est d'application immédiate, et l'injonction pour l'avenir qui a une valeur pédagogique et qui est susceptible d'être transformée en injonction ferme dans le cas où le comptable commet la même irrégularité.

## **2- DONNEES STATISTIQUES RELATIVES AUX COMPTES**

Toutes les structures qui rentrent dans le champ de compétence de la Chambre des Comptes sont concernées par l'activité de celle-ci en application des dispositions de l'article 41

de la Constitution. Dans les faits et en raison d'une situation de démarrage, nombre de ces structures sont susceptibles de ne pas se retrouver dans les listes présentées en annexes. En tout état de cause la mise à jour des listes de tous les comptes justiciables de la juridiction financière se fera progressivement en collaboration avec le Ministre de l'Economie et des Finances.

Dans la nomenclature des situations des comptes ici présentée, on distingue par section : les comptes attendus, les comptes déposés, les comptes non déposés, les comptes enregistrés, les comptes non enregistrés, les comptes en cours d'instruction. Un tableau synthétique présente également par section un récapitulatif du travail de contrôle juridictionnel des comptes. Enfin, le présent rapport renvoie en annexes la situation individualisée de chaque structure par rapport à ses comptes (voir annexes 1, 2, 3 4).

- **Comptes attendus**

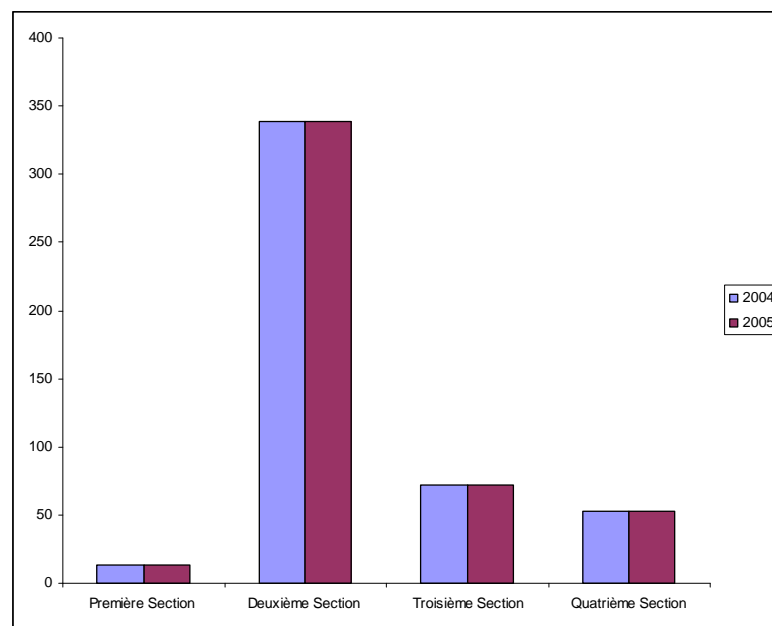
**Tableau 1 : Comptes attendus par section**

Section	Comptes attendus	
	2004	2005
Première Section	13	13
Deuxième Section	339	339
Troisième Section	72	72
Quatrième Section	53	53
<b>TOTAL</b>	<b>477</b>	<b>477</b>

La compétence de la Chambre des Comptes s'étend sur 477 structures aussi bien en 2004 qu'en 2005. Pour les deux années confondues, la juridiction financière devra examiner 954 comptes.

Le graphique 1 ci-après illustre les comptes attendus par section et les compare pour les exercices 2004 et 2005.

**Graphique 1 : Comptes attendus par sections et par années**



Il ressort du graphique 1 que la deuxième section relative aux collectivités locales est la plus grande pourvoyeuse des comptes à la chambre. Elle est suivie par la troisième et la quatrième section.

Cette importance n'est que numérique et ne représente pas le poids financier des comptes à contrôler. Bien que la première section n'offre que 13 comptes à la compétence de la Chambre, elle est la plus importante par le volume des opérations à contrôler.

Le fait d'avoir les mêmes chiffres pour les deux années n'est que pure coïncidence. Le nombre de comptes attendus à la Chambre pourra varier d'une année à l'autre selon qu'une structure rentre dans son champ de compétence ou en sort.

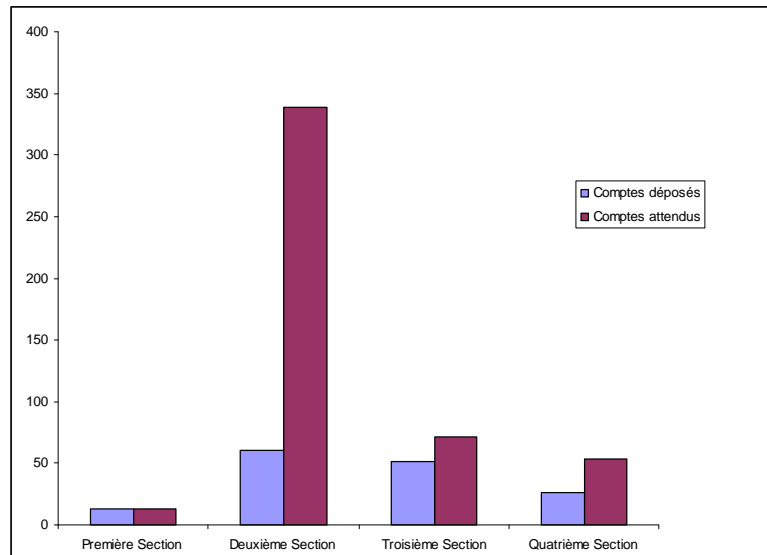
- **Comptes déposés**

**Tableau 2 : Comptes déposés**

Sections	Comptes déposés	
	2004	2005
Première Section	13	13
Deuxième Section	60	29
Troisième Section	51	49
Quatrième Section	26	16
<b>TOTAL</b>	<b>150</b>	<b>107</b>

Sur 477 comptes attendus respectivement pour 2004 et 2005, 150 soit 31,5% et 107 soit 22,5% ont été déposés au greffe de la Chambre des Comptes. Le graphique 2 compare par section les comptes déposés et ceux attendus pour l'exercice 2004.

**Graphique 2 : Comptes déposés pour l'exercice 2004**

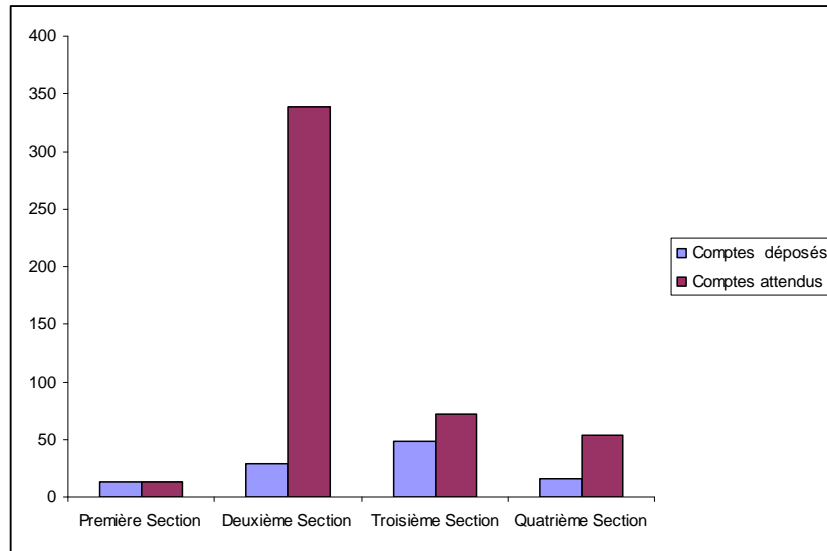


Ainsi pour la première section, tous les comptes attendus pour l'exercice 2004 ont été déposés. Il n'en est pas de même pour les autres sections où l'on note un écart entre les comptes attendus et déposés. Cet écart est même très prononcé pour la deuxième section : sur 339 comptes attendus, 60 seulement ont été déposés.

La même tendance s'observe et s'accroît pour l'exercice 2005 comme le montre bien le graphique 3 ci-après.

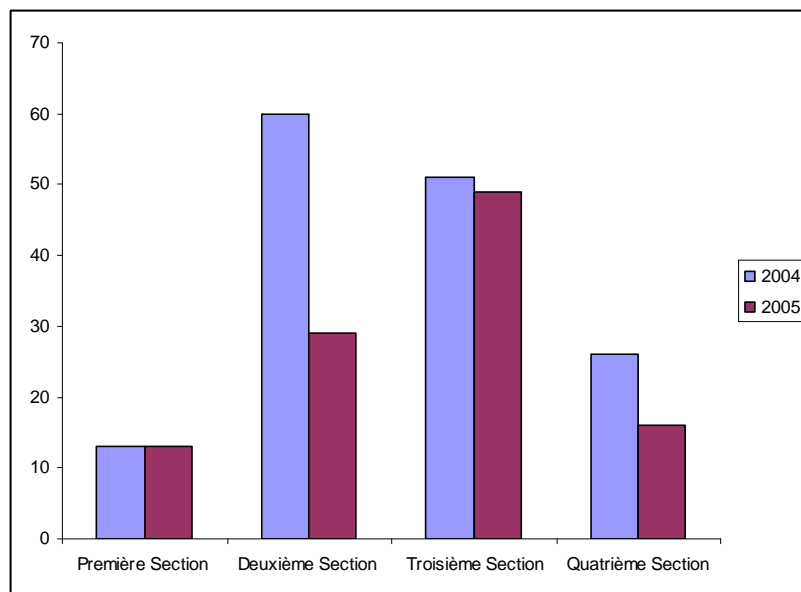
### **Graphique 3 : Comptes déposés pour l'exercice 2005**





Le graphique 4 rapproche les comptes déposés pour les exercices 2004 et 2005. D'une manière générale, les comptes déposés pour 2004 sont toujours plus importants que ceux déposés pour 2005 exception faite de la première section.

**Graphique 4 : Comptes déposés pour les exercices 2004 et 2005**



Les structures qui ont déposé leurs comptes ont réagi à l'annonce du démarrage effectif des activités de la Chambre des Comptes et aux missions de sensibilisation. Toutefois, ces structures n'ont pas toujours maîtrisé le format des comptes de gestion.

Pour la première section, tous les comptables principaux du Trésor ont déposé leurs comptes de gestion aussi bien de 2004 que de 2005.

En ce qui concerne la deuxième section, une soixantaine de comptes a été déposée par les receveurs municipaux suite à la lettre de rappel du Président de la Chambre au Ministre chargé de l'Administration Territoriale. Malheureusement, ce chiffre a été réduit de moitié en 2005, en sorte que seulement une trentaine de comptes a été déposée.

Sur les 72 comptes attendus par la troisième section, 51 et 49 comptes ont été déposés respectivement pour 2004 et 2005.

Les missions de sensibilisation ont également eu un effet sur le dépôt des comptes à la quatrième section qui a reçu respectivement pour 2004 et pour 2005, 26 et 16 comptes sur 53 attendus.

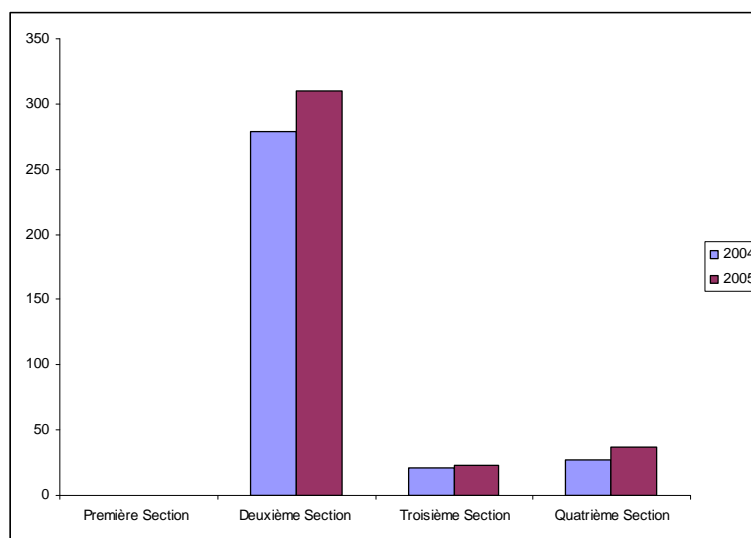
- **Comptes non déposés**

**Tableau 3 : Comptes non déposés par section**

Sections	Comptes non déposés
----------	---------------------

	2004	2005
Première Section	0	0
Deuxième Section	279	310
Troisième Section	21	23
Quatrième Section	27	37
<b>TOTAL</b>	<b>327</b>	<b>370</b>

**Graphique 5 : Comptes non déposés pour les exercices 2004 et 2005**



Sur 477 comptes attendus, 327 ne sont pas parvenus à la Chambre des Comptes en 2004, contre 370 en 2005, soit un pourcentage respectif de 68,5 et 77,6.

Le grand écart constaté entre les comptes attendus et les comptes déposés appelle une action accrue de sensibilisation et d'information auprès des différentes structures.

- **Comptes enregistrés**

**Tableau 4 : Comptes enregistrés par section**

Sections	2004	2005
----------	------	------

	<i>Enregistrés</i>	<i>Déposés</i>	<i>%</i>	<i>Enregistrés</i>	<i>Déposés</i>	<i>%</i>
1 <sup>e</sup> section	12	13	92.3	13	13	100
2 <sup>e</sup> section	10	60	16.7	04	29	13.8
3 <sup>e</sup> section	46	51	90.2	40	49	81.6
4 <sup>e</sup> section	22	26	84.6	08	16	50.0
<b>TOTAL</b>	<b>90</b>	<b>150</b>	<b>42.7</b>	<b>65</b>	<b>107</b>	<b>34.9</b>

Au 31/12/2006, 155 comptes ont été enregistrés par le greffe de la Chambre des Comptes, dont 90 pour 2004 et 65 pour 2005.

Le tableau n°4 donne la répartition par section et par année des comptes enregistrés, donc en état d'examen. Globalement, 42.7% en moyenne des comptes déposés en 2004 ont été enregistrés. Ce taux n'est que de 34.9 % en 2005. Ceci nécessite une plus grande implication des autorités chargées de leur mise en état d'examen.

Alors que la mise en état d'examen des comptes du Trésor incombe au Ministre de l'Economie et des Finances, les comptes des collectivités territoriales décentralisées, les comptes des établissements publics administratifs et des entreprises du secteur public et parapublic sont mis en état d'examen et transmis à la Chambre des Comptes respectivement par les magistrats municipaux et les Directeurs Généraux de ces entreprises, conformément aux dispositions de la loi organique du 21 avril 2003.

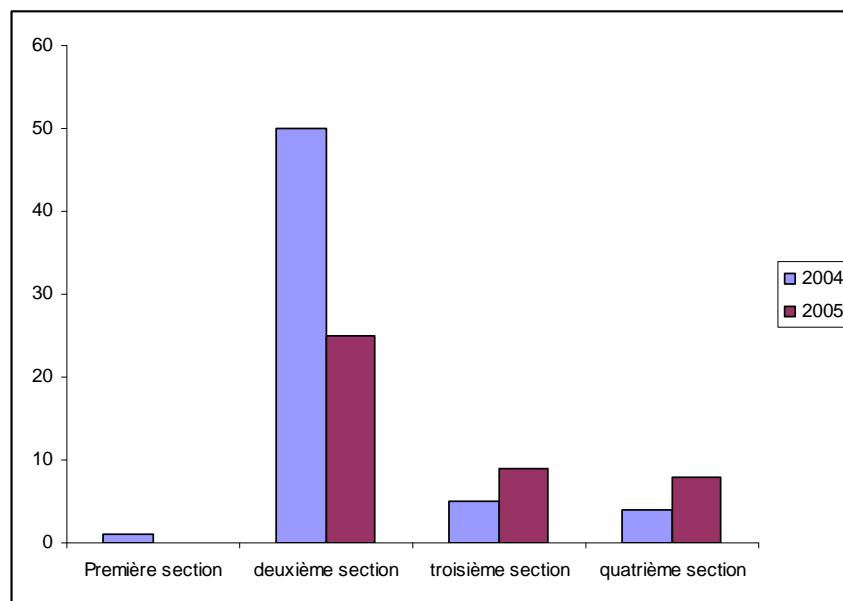
- **Comptes non enregistrés**

**Tableau 5 : Comptes non enregistrés par section**

<b>Sections</b>	<b>Comptes non enregistrés</b>	
	<i>2004</i>	<i>2005</i>

1 <sup>e</sup> section	01	0
2 <sup>e</sup> section	50	25
3 <sup>e</sup> section	05	09
4 <sup>e</sup> section	04	08
<b>TOTAL</b>	<b>60</b>	<b>42</b>

**Graphique 6 : Comptes non enregistrés pour les exercices 2004 et 2005**



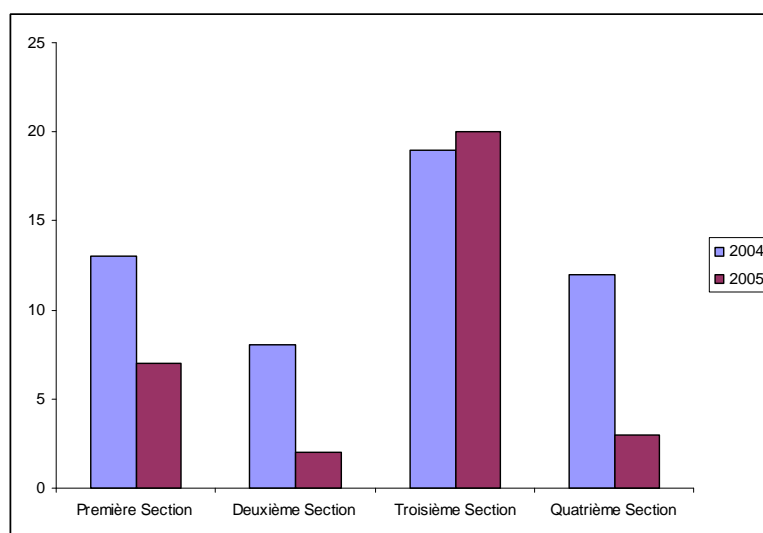
Plusieurs comptes déposés n'ont pas été enregistrés par le greffe pour divers motifs notamment l'absence de certaines pièces importantes. En conséquence ces comptes qui ne sont pas en état d'examen ne peuvent être jugés. Les comptables responsables desdits comptes devront compléter les informations réclamées dans un délai précis, sinon leur compte sera considéré comme non produit, ce qui les expose à la procédure d'amende telle que prévue aux articles 54 à 59 de la loi organique n°2003/005 du 21 avril 2003. Ces comptes ressortent clairement sur le graphique ci-dessus.

- **Comptes en cours d'instruction**

**Tableau 6 : Comptes en cours d'instruction**

Sections	Comptes en cours d'instruction	
	2004	2005
1 <sup>e</sup> section	12	07
2 <sup>e</sup> section	08	02
3 <sup>e</sup> section	19	20
4 <sup>e</sup> section	12	03
<b>TOTAL</b>	<b>51</b>	<b>32</b>

**Graphique 7 : Comptes en instruction pour les exercices 2004 et 2005**

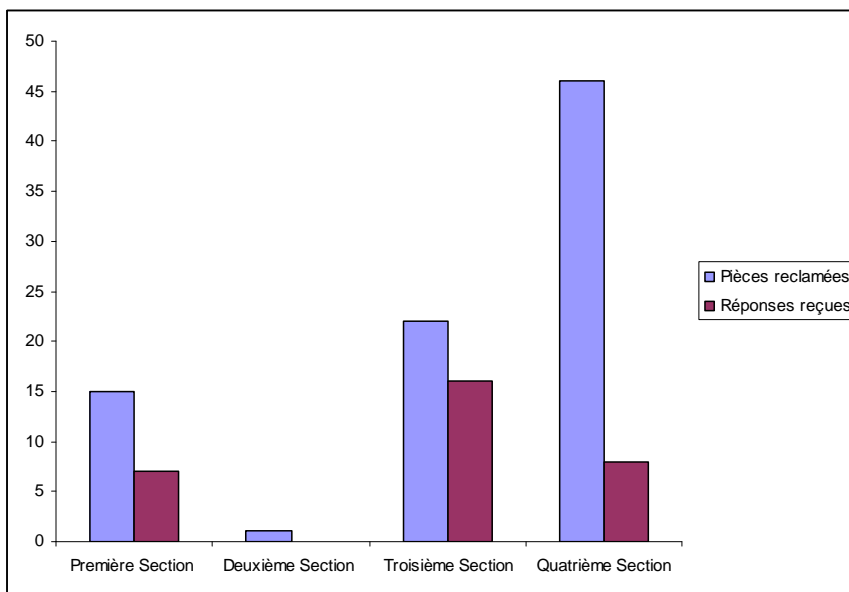


Pour cette première année 83 comptes sont en cours d'instruction parmi lesquels 51 pour l'exercice 2004 et 32 pour 2005. Leur répartition par section ainsi que les différents actes d'instruction se présentent comme suit :

**Tableau 7 : Contrôle des comptes**

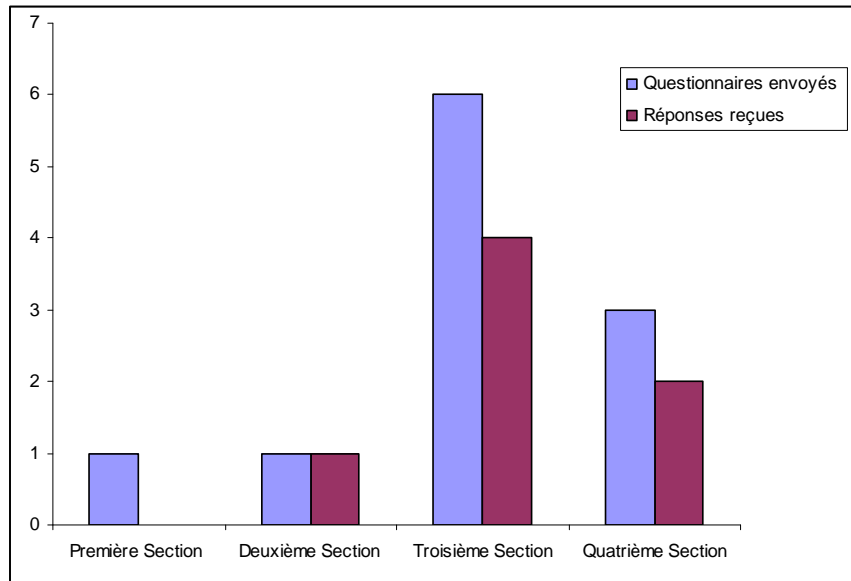
Sections	Réclamations des pièces		Questionnaires envoyés		Rapports produits	Conclusions Min. Public produites	Arrêts provisoires	Arrêts définitifs
	Expéditions	Réponses Reçues	Expéditions	Réponses Reçues				
1 <sup>e</sup> section	15	07	01	00	02	02	02	00
2 <sup>e</sup> section	01	00	01	01	02	00	00	00
3 <sup>e</sup> section	22	16	06	04	01	00	00	00
4 <sup>e</sup> section	46	08	03	02	00	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>84</b>	<b>31</b>	<b>11</b>	<b>07</b>	<b>05</b>	<b>02</b>	<b>02</b>	<b>00</b>

**Graphique 8 : Etat des réclamations des pièces**



Les réclamations des pièces n'ont suscité qu'une réaction timide tel que le montre le graphique 8.

**Graphique 9 : Etat des questionnaires envoyés et réponses reçues**



Le tableau 7 permet de voir pour chaque section les actes d’instruction posés. Il s’agit des réclamations des pièces, des questionnaires, des rapports, des conclusions du Ministère Public et des arrêts provisoires et définitifs rendus.

Les réclamations de pièces ont été faites par toutes les sections et particulièrement la quatrième, en raison de la réticence des structures à se dessaisir de leurs pièces justificatives.

Cinq rapports ont été produits dont deux par la première section, deux par la deuxième et un par la troisième.

Ces rapports ont donné lieu à deux conclusions du Ministère Public et deux arrêts provisoires qui ont été notifiés respectivement



au Ministre de l'Economie et des Finances et aux comptables concernés. Aucun arrêt définitif n'a été rendu au 31 décembre 2006.

## **TROISIEME PARTIE**

# **OBSERVATIONS EN VUE DE LA REFORME ET DE L'AMELIORATION DE LA TENUE DES COMPTES ET DE LA DISCIPLINE DES COMPTABLES**

Plusieurs observations se dégagent de l'activité de la Chambre des Comptes au cours de l'exercice 2006. Elles peuvent être classées en deux catégories : les observations de nature non juridictionnelle (A) et les observations sur les activités juridictionnelles (B).

## **A - OBSERVATIONS RELEVANT DES ACTIVITES NON JURIDICTIONNELLES.**

Elles découlent de l'évaluation de l'état de mise en forme des comptes de gestion, de la conservation et du classement des pièces justificatives et de l'exploitation des comptes des exercices 2004 et 2005.

### **1. EVALUATION DE L'ETAT DE MISE EN FORME DES COMPTES DE GESTION DES COMPTABLES PRINCIPAUX DU TRESOR ET DES COMPTABLES MATIERES.**

En 2006, la Chambre des Comptes a constaté que tous les Comptables Principaux du Trésor ont déposé leurs comptes après le délai imparti par la loi. Elle a également noté que la mise en forme des comptes de gestion deniers et de gestion matières ne se fait pas de manière harmonieuse.

- **Les Comptes de gestion de l'Etat.**

Les comptes de gestion de l'Etat sont produits par les Comptables du trésor qui ont la qualité de comptables principaux. Ceux-ci n'avaient en avril 2006, déposé que les comptes sur chiffres à la Chambre des Comptes. Les comptes sur pièces étant

dans l'ensemble conservés dans les locaux abritant les archives des trésoreries.

Le retard constaté dans la production des comptes ainsi que les difficultés de leur mise en forme tiennent à l'insuffisance du personnel, et à celle des infrastructures. Les errements relevés dans l'application de la réglementation relative à la présentation des comptes s'expliquent également par cette défaillance.

En outre, il est significatif, s'agissant des comptes des comptables publics patents en général, de relever la carence du Ministère de l'Economie et des Finances en matière de mise en état d'examen desdits comptes.

- A titre d'illustration, l'on relève s'agissant des personnels affectés au service des comptes de gestion qu'au début de l'année 2006, on comptait dans le service des comptes de gestion trois agents à Nkongsamba pour 19 postes comptables, trois agents à Buéa pour 36 postes comptables, sept agents à Douala pour 26 postes comptables.

A l'exception de Buéa qui était pourvu d'un chef de service des comptes de gestion régulièrement nommé, Douala et Nkongsamba par exemple n'avaient que des intérimaires.

Le recours aux intérimaires et aux agents temporaires est généralisé dans les circonscriptions financières pour le classement et l'enlèvement des pièces justificatives.

- Quant aux infrastructures, l'insuffisance des locaux constitue une entrave à la conservation des archives. A Douala par exemple, les pièces justificatives de recettes et des dépenses sont conservées dans des sacs entassés à même le sol dans un espace exigü. A Nkongsamba, un local approprié existe mais n'est pas encore équipé.
- La Chambre des Comptes a également éprouvé des difficultés au plan juridique dans l'examen des comptes.

Pour ce qui est de la mise en état d'examen préalable des comptes par le Ministère de l'Economie et des Finances, les dispositions de l'article 26 de la loi organique du 21 avril 2003 précisent à l'alinéa 2 : *« Les comptes des comptables publics patents, mis en forme et examinés conformément aux textes en vigueur, sont présentés en vue du jugement à la Chambre des Comptes dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice budgétaire »*.

A l'analyse de cette disposition, il apparaît clairement que la loi fait obligation au Ministère de l'Economie et des Finances de procéder au « préapurement » des comptes du réseau trésor avant leur transmission à la Chambre. Dans la réalité, cette mise en forme préalable des comptes n'a pas été faite. Cette situation

a donné lieu à un rapport général sur la présentation des comptes du trésor adressé au Ministre de l'Economie et des Finances en date du 06 Novembre 2006.

- **Les Comptes de gestion matières**

Il convient de relever qu'au terme de l'article 5 de la loi organique du 21 avril 2003, les comptables matières sont des comptables publics assujettis à la production d'un compte de gestion. Au 31 décembre 2006, la Chambre des comptes n'a reçu aucun compte de gestion matières.

Les chefs des centres principaux de la comptabilité matières n'ont pas qualité pour produire les comptes. Ils reçoivent des comptables matières placés sous leur autorité des comptes de gestion matières qu'ils acheminent au Ministère de l'Economie et des Finances chargé de leur mise en état d'être jugé.

Pour ce qui est du personnel en charge de la confection des comptes de gestion matières, les écarts entre le nombre de postes comptables et les postes pourvus entraînent une forte pratique des cumuls, qui nuisent à la qualité et aux délais de production des comptes. A titre d'illustration, le Centre Provincial de la Comptabilité Matières du Nord-Ouest compte 900 postes comptables pour 142 comptables matières, parmi lesquels on dénombre seulement 10 agents de catégorie A et B.

Quant à la province de l'Adamaoua, elle dispose de 300 postes de comptables matières avec 64 postes réellement pourvus.

A ce problème d'effectifs s'ajoute celui de la communication, (état défectueux des routes, liaisons des télécommunications peu fiables) qui se pose avec acuité dans certaines provinces à l'instar de celle de l'Est où la distance entre les départements est importante.

Toujours en ce qui concerne la comptabilité matières, la production des comptes de gestion serait subordonnée à l'approbation de l'inventaire général de base. Celui-ci est confectionné par une commission ad hoc chargée de l'installation des comptables et transmis à la Direction de la Comptabilité Matières. A l'observation, la procédure d'approbation de l'inventaire général de base est très longue. Or sans ce document, les comptables matières estiment ne pas être en mesure de confectionner leur compte de gestion.

- **Les garanties liées à l'exercice de la fonction de comptable public**

Au plan des principes, un certain nombre de garanties sont exigées du comptable public préalablement à son entrée en fonction. Il s'agit de :

- la garantie morale prévue par l'article 90 de l'ordonnance n° 62/OF/4 du 07 février 1962 qui prescrit au comptable

- nommé de prêter serment devant la juridiction compétente dans les trois mois qui suivent son installation ;
- la garantie financière qui trouve son fondement dans l'article 91 du texte précité et qui fait obligation au comptable public de constituer un cautionnement dont le montant et les modalités de souscription sont fixés par un acte du Ministre en charge des Finances ;
  - la garantie matérielle prévue par l'article 93 de la même ordonnance qui impose une hypothèque légale sur les biens meubles et immeubles du comptable pendant la durée de sa gestion jusqu'à l'obtention du quitus à sa sortie de fonction.

Dans la pratique l'accomplissement de ces formalités n'est pas toujours observé.

## **2) L'EXPLOITATION DES COMPTES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS ADMINISTRATIFS ET DES ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC ET PARAPUBLIC.**

A l'instar des comptes de l'Etat, certains facteurs ne facilitent pas l'exploitation des comptes de ces structures. Mais l'appréciation des difficultés rencontrées doit être faite selon qu'il s'agit des établissements publics administratifs ou des entreprises du secteur public et parapublic.

- **Les Etablissements Publics Administratifs.**



En matière budgétaire et comptable, ces structures sont régies par les dispositions de la loi n°99/016 du 22 décembre 1999 portant statut général des établissements publics et entreprises du secteur public et parapublic. L'article 72 de ce texte dispose : « *les établissements publics administratifs sont gérés selon les règles prévues par le régime financier de l'Etat...* » et l'article 76 alinéa 3 de cette loi énonce que « *...l'engagement, la liquidation, le mandatement et le paiement ... s'effectuent conformément aux règles de la comptabilité publique* ».

En violation de cette loi, les textes organiques de certaines structures prescrivent la comptabilité commerciale comme instrument de gestion. C'est le cas du Fonds National de l'Emploi, de la MIPROMALO, etc.

D'autres structures ont institué deux types de comptabilité : la comptabilité publique et la comptabilité commerciale. Ainsi, les agents comptables, les contrôleurs financiers, les comptables matières cohabitent avec un Directeur financier et son personnel, lesquels agissent sous l'autorité du Directeur Général. Dans ce registre, on peut signaler le cas de l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité (ARSEL), de la Société de Développement et d'Exploitation des Productions Animales (SODEPA), de la South West Development Authority (SOWEDA), etc.

Dans certains établissements publics administratifs, le principe de la séparation des fonctions d'ordonnateur et de comptable n'est pas toujours respecté. Certains comptables déplorent

l'immixtion des ordonnateurs dans les opérations de recouvrement des recettes. Ils ne reçoivent pas les états de créances (ordres de recette, bulletins de liquidation, états des émissions, états de facturation...) pour une prise en charge comptable conformément à la réglementation en vigueur.

Les agents comptables déplorent également le manque de moyens humain et matériel devant leur permettre d'assumer leurs fonctions. Ils sont seuls nommés dans une structure qui selon les textes doit comprendre au moins un fondé de pouvoir, un chef de service de la comptabilité et de la caisse, un service de recouvrement, et un caissier principal.

Cette situation amène l'agent comptable à accepter, voire même à solliciter le personnel mis à sa disposition par l'ordonnateur.

- **Les Entreprises du Secteur Public et Parapublic.**

D'une manière générale, la Chambre des Comptes a initié un dialogue avec les responsables de ces sociétés.

Quatre types de structures ont cependant posé le problème de la compétence de la Chambre à statuer sur leurs comptes. Il s'agit:

- des établissements hôteliers de l'Etat ;
- des sociétés d'économie mixte ;
- des sociétés concessionnaires d'un service public ;

- des banques.

Selon le cas, une approche spécifique a été envisagée par la Chambre pour résoudre ce problème au regard des dispositions de l'article 41 de la constitution qui précisent : « *La Chambre des Comptes est compétente pour contrôler et statuer sur les comptes publics et ceux des entreprises publiques et parapubliques* ».

## **B. OBSERVATIONS RELEVANT DES ACTIVITES JURIDICTIONNELLES**

Dans ce cadre, on relève les difficultés spécifiques qui découlent de l'instruction des comptes selon les sections.

### **1. LES COMPTES DU TRESOR**

Une panoplie de textes définissent le cadre légal et réglementaire dans lequel les comptes de gestion doivent être produits et examinés. Les mêmes textes définissent également les formats de compte et les différentes pièces à fournir à l'appui des comptes de gestion.

Les difficultés rencontrées dans l'examen des comptes de la première section sont de plusieurs ordres et ont trait à l'interprétation des instructions et des textes réglementaires, à la présentation des comptes de gestion eux-mêmes ainsi qu'aux comportements des comptables principaux du Trésor.

- ***Difficultés liées à l'interprétation des instructions et des textes réglementaires***

Le compte administratif constitue une des pièces générales du compte de gestion. Mais l'on constate qu'aucun compte administratif n'a été annexé aux comptes de gestion transmis à la Chambre des Comptes par les comptables principaux du Trésor.

Ceci met les magistrats rapporteurs dans la difficulté de procéder aux rapprochements prescrits par l'article 27 de la loi du 21 avril 2003 entre d'une part les engagements et les émissions et d'autre part les autorisations des dépenses et les prises en charge.

Ceci résulte du fait qu'en face du comptable public, il n'y a pas un ordonnateur unique susceptible de produire le compte administratif correspondant.

A ce sujet, le Président de la Chambre des Comptes a par correspondance n° 560/CDC/CSC du 06 novembre 2006 saisi le Ministre de l'Economie et des Finances, responsable de la transmission des comptes aux termes des dispositions de l'article 26 de la loi du 21 avril 2003 en ces termes :

***« J'ai l'honneur de porter à votre haute connaissance que le Greffe de la Chambre des Comptes de la Cour Suprême a reçu à ce jour, au titre des comptes des comptables principaux du Trésor, 23 comptes de gestion dont 13 de l'exercice 2004 et 10 de l'exercice 2005.***

*La 1<sup>ère</sup> section en charge du contrôle et du jugement de ces comptes de gestion, a été amenée à constater l'absence des comptes administratifs qui mettent les magistrats rapporteurs dans la difficulté de procéder au rapprochement entre les autorisations qui y figurent d'une part, la nature et le volume des dépenses et recettes du compte de gestion d'autre part.*

*Je vous saurais gré des dispositions urgentes qu'il vous plaira de prendre en vue de la production desdits comptes, prévue par les dispositions de la loi n° 2003/005 du 21 avril 2003 fixant les attributions, l'organisation et la fonctionnement de la Chambre des Comptes de la Cour Suprême et votre instruction du 21 octobre 2005 sur les comptes de gestion ».*

**Signé : Abraham TCHUENTE**

**Président de la Chambre des Comptes  
de la Cour Suprême**

Dans sa réponse datée du 26 septembre 2006, le Ministre écrit :

*« En réponse à votre correspondance de référence relative à l'objet repris en marge,*

*J'ai l'honneur de vous faire connaître que les travaux de production des comptes administratifs des ordonnateurs n'ont jamais véritablement démarré dans les administrations, faute de consensus autour du format de compte proposé.*

*En effet, dans le cadre des travaux du défunt Comité de suivi de la mise en place de la Chambre des Comptes, un contrat avait été*

*passé avec deux experts nationaux pour réaliser une étude sur le format et le canevas de l'établissement d'un compte administratif par les ordonnateurs ministériels.*

*Ce travail a été fait et réceptionné par la Cellule Technique de mise en œuvre de la Matrice des Mesures (CTM) qui l'a ensuite mis à la disposition du Comité de pilotage pour validation avant le lancement des actions de formation à l'intention des ordonnateurs, parallèlement à celles organisées pour les comptables publics en ce qui concerne le compte de gestion.*

*C'est à cette étape qu'il a été décidé de requérir les observations formelles du département des finances publiques du FMI sur l'ensemble des textes en préparation dont le projet de loi portant régime financier de l'Etat et le projet d'instruction sur le compte administratif. Ces observations, parvenues au MINEFI au mois de mars 2005 ont fait état, entre autres, d'une certaine incohérence entre le format du compte administratif et certaines dispositions du projet de loi portant régime financier de l'Etat.*

*En effet, alors que le projet de loi a clairement opté pour l'approche de budgétisation par programmes, le compte administratif est resté enfermé dans les carcans de budget de moyens. Ce qui, dans le nouveau contexte budgétaire, ne permet pas d'apprécier la performance des ordonnateurs dans la mise en œuvre des programmes.*

*A ce jour, l'arbitrage qu'appelait cette observation du FMI n'a toujours pas été rendu en raison du retard pris dans la validation du projet de loi sur le régime financier qui viendrait également combler*

*le vide juridique sur le fondement même du compte administratif, celui-ci n'étant qu'implicitement évoqué dans l'ordonnance de 1962 et nulle part dans les textes auxquels vous faites allusion.*

*Une fois cette étape franchie, il restera à vider, au regard des missions respectives de l'Institution Supérieure de Contrôle et de la Chambre des Comptes, la non moins importante question de la destination principale des comptes administratifs.*

*En tout état de cause, et compte tenu des considérations qui précèdent, l'absence des comptes administratifs ne devrait pas constituer un goulot d'étranglement pour l'exercice du contrôle juridictionnel dont l'efficacité, au cours des premières années, reste conditionnée par une bonne pédagogie. »*

**Signé : Polycarpe ABAH ABAH**  
**Ministre de l'Economie et des Finances**

➤ **Difficultés liées à la présentation du compte de gestion**

S'il est utile de préciser que les comptables principaux du Trésor ont de manière générale réalisé des efforts pour produire leurs comptes de gestion à la Chambre des Comptes, il est tout aussi important de relever que ces comptes de gestion n'épousent pas les contours fixés par les textes et instructions qui déterminent leur format. Ce qui rend difficile leur examen par les magistrats instructeurs.

De manière générale, l'instruction ministérielle du 21 octobre 2005 portant sur les comptes de gestion n'est pas observée à

l'occasion de la confection des comptes de gestion du Trésor. Ce qui génère de nombreuses anomalies tant au niveau du compte sur chiffres que du compte sur pièces. C'est le lieu de rappeler que la loi organique du 21 avril 2003 fait obligation au Ministre de l'Economie et des Finances de veiller à la mise en état d'être jugé des comptes avant leur transmission à la Chambre.

#### ❖ Les comptes sur chiffres

La présentation des comptes de gestion produits par les comptables principaux du Trésor est hétérogène ; ceci traduit l'absence de mise en état d'examen desdits comptes par le Ministère de l'Economie et des Finances ;

La situation des comptes spéciaux du trésor est pour le moins imprécise, car l'instruction ministérielle sur les comptes de gestion demeure muette quant aux éléments constitutifs de ces comptes.

La balance générale des comptes n'indique pas les différents comptables principaux qui se sont succédé et qui sont tous responsables du compte de gestion produit. Par ailleurs, nombre de ces balances ne sont pas signées ou certifiées conformes par ceux qui les ont produites.

L'état de développement des recettes budgétaires ne précise pas souvent le total des émissions et surtout l'ensemble des prises en charge, ce qui empêche de connaître le montant exact



des restes à recouvrer, critère permettant d'établir la responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable.

L'état de développement des dépenses budgétaires ne prend pas souvent en compte les dotations comprenant les crédits ouverts, les annulations et les crédits effectifs. Il ne fait pas également ressortir le total des engagements sur les différents chapitres.

- ❖ Les comptes sur pièces

- ◆ *Les pièces générales*

Les pièces générales fournies sont pour la plupart incomplètes. L'on déplore l'absence des originaux des relevés bancaires et postaux, l'absence des procès-verbaux d'encaisse en fin d'exercice pour toute la circonscription financière et surtout l'absence des états de développement des soldes des comptes de tiers y compris des comptes d'imputation provisoire. Il faudrait noter également l'absence des comptes d'emploi des valeurs inactives de l'Etat, des états nominatifs des restes à payer ainsi que des restes à recouvrer.

Les comptes de gestion transmis à la Chambre ne comportent pas une liasse distincte des pièces générales qui forment malheureusement avec le compte sur chiffres un document unique. Cette présentation rend difficile l'examen des

pièces, et empêche la constitution du dossier permanent de la circonscription financière au greffe de la Chambre.

- ◆ *Les pièces justificatives*

Dans leur majorité, les comptables principaux du Trésor ne produisent pas les états récapitulatifs des recettes et des dépenses. L'on constate aussi que les pièces justificatives sont classées par poste comptable et non par chapitre, article et paragraphe et suivant l'ordre chronologique comme l'exige l'instruction ministérielle citée plus haut.

- ***Difficultés liées au comportement des comptables principaux du Trésor***

Ces difficultés résident dans l'absence de réactions des comptables principaux du trésor face aux sollicitations des magistrats rapporteurs qui leur réclament les pièces.

## **2. LES COMPTES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES**

Au cours de l'exercice 2006, l'instruction des comptes des collectivités territoriales décentralisées s'est heurtée à deux types de problèmes :

- la réception au greffe de la Chambre des comptes administratifs en lieu et place des comptes de gestion ;

- la mauvaise présentation des comptes de gestion transmis à la Chambre ;
- ❖ La réception des comptes administratifs en lieu et place des comptes de gestion

Des comptes administratifs ont été réceptionnés au greffe de la Chambre sans réserves. Or, le compte administratif n'est qu'une pièce générale du compte de gestion. En réaction, le Président de la Chambre des Comptes a saisi le Ministre en charge des collectivités territoriales décentralisées aux fins d'obtenir qu'il instruisse les receveurs municipaux de transmettre plutôt leurs comptes de gestion à la Chambre. Leur réaction a été jusqu'alors timide au vu du nombre de comptes transmis.

- ❖ La mauvaise présentation des comptes de gestion

Le compte de gestion devrait contenir un certain nombre de documents nécessaires à l'instruction, notamment la balance générale des comptes, l'état de développement des recettes et des dépenses, les certificats de recettes et de dépenses, etc. Ces documents ne sont pas toujours contenus dans les comptes. Ce qui oblige le rapporteur à recourir aux questionnaires pour les réclamer.

Quand bien même ces documents existent, leur tenue n'est pas homogène. En effet, il existe un plan comptable sectoriel communal et une nomenclature qui devaient prendre effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1999. Mais leur application était conditionnée par la publication d'une instruction conjointe MINATD/MINEFI. Cette instruction n'a été signée que le 15 février 2006.

Cela a entraîné un vide juridique que chaque receveur municipal a géré de manière personnelle. En conséquence, nombre de receveurs municipaux ont continué à confectionner leur compte de gestion suivant la réglementation d'avant le décret n°98/266/PM du 21 Août 1998 portant approbation du plan comptable sectoriel communal et adoption de la nomenclature budgétaire communale.

### **3. LES COMPTES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS ADMINISTRATIFS**

Au-delà des observations d'ordre général formulées en ce qui concerne les activités non juridictionnelles, l'instruction des comptes de ces structures présente des difficultés en ce sens que :

- les balances générales des comptes ne figurent pas toujours dans les comptes sur chiffres transmis à la Chambre. Seuls quelques comptables ont produit ce document qui permet d'arrêter la ligne de compte, laquelle détermine le travail d'apurement d'un compte de gestion,

- l'autre difficulté inhérente à l'instruction des comptes de la troisième section, procède de ce que nombre d'agents comptables sont dans l'ignorance de l'instruction n° 02070/MINEFI/IGT du 22 décembre 1998 relative à la nomenclature sommaire des Comptes destinée aux agents comptables des Etablissements Publics Administratifs. La conséquence qui résulte de cette situation est que les comptes sont présentés différemment d'une structure à l'autre.

#### **4. LES COMPTES DES ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC ET PARAPUBLIC**

Les difficultés relatives à l'instruction des comptes de la quatrième section se rapportent notamment à la transmission partielle des comptes, à la mise en forme de ceux-ci ainsi qu'au statut des organes sociaux des structures concernées.

##### **➤ La transmission partielle des comptes**

Il a été constaté depuis le démarrage des activités de la Chambre que les comptes déposés au greffe de la juridiction ne comportent pour l'essentiel que les pièces générales et les états financiers, les pièces justificatives étant retenues par les différentes structures.

Or, de manière générale, le format des comptes des entreprises régies par le droit comptable OHADA ne dissocie pas les états financiers des pièces justificatives. Et la présentation des

comptes en vue du jugement, prévue à l'alinéa 2 de l'article 26 de la loi organique du 21 avril 2003 à la Chambre des Comptes doit respecter ce format. Les comptes doivent donc être transmis à la Chambre tels quels, en application des dispositions de l'alinéa 4 de l'article 26 précité.

A ce jour, nombre de Directeurs Généraux d'entreprise ne transmettent à la Chambre que les états financiers, à l'exclusion des pièces justificatives, en invoquant notamment les dispositions de l'article 24 de l'Acte Uniforme relatif au droit comptable OHADA, qui dispose : « *Les livres comptables ou les documents qui en tiennent lieu, ainsi que les pièces justificatives sont conservés pendant 10 ans* ».

Dans ces conditions, le magistrat rapporteur, qui n'a pas à sa disposition les pièces justificatives, ne peut véritablement dans le respect de la lettre et de l'esprit de la loi organique du 21 avril 2003, instruire le compte qui lui a été attribué.

➤ **Les difficultés tenant à la mise en forme des comptes**

Les comptes qui ressortissent de la compétence de la quatrième section sont constitués par les états financiers. Ils comprennent le bilan, le compte de résultats, le tableau des ressources et des emplois, ainsi que les états annexés.

Les problèmes posés par la forme des comptes, dans ce contexte, émanent notamment de ce que les organes sociaux prévus par la loi<sup>23</sup> (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Direction Générale) ne sont pas toujours opérationnels.

Ainsi, existe-t-il des structures dont les états financiers, bien qu'adoptés par le Conseil d'Administration, ne sont ni approuvés par l'Assemblée Générale, ni certifiés par le Commissaire aux Comptes. Le Magistrat qui instruit le dossier se trouve ainsi devant un choix : suspendre la poursuite de ses investigations en attendant l'accomplissement desdites formalités, ou les poursuivre étant entendu que son contrôle n'est nullement lié à cette exigence purement formelle et interne à la structure.

➤ **Les difficultés d'instruction tenant au mandat des organes sociaux**

Le statut et le mandat des organes sociaux des entreprises du secteur public et parapublic sont définis par les textes cités plus haut.

Les organes sociaux qui sont constitués entre autres de l'Assemblée Générale, du Conseil d'Administration et de la Direction Générale sont généralement désignés pour un mandat renouvelable.

---

<sup>23</sup> Loi n°99/016 du 22 décembre 1999 portant statut général des établissements publics et des entreprises du secteur public et parapublic.

Au cours de l'examen d'un compte, le problème se pose à partir du moment où les mandats de ces organes ont expiré sans avoir été renouvelés à la date de production dudit compte. Le Magistrat rapporteur qui contrôle la régularité des actes, vérifie d'abord la qualité des acteurs qui les posent. En d'autres termes, il s'interroge sur la validité des états financiers établis par des organes sociaux dont la qualité peut être mise en cause.

### ➤ **Les commissaires aux comptes**

Les commissaires aux comptes sont chargés de certifier les comptes des entreprises dans lesquelles ils sont nommés conformément aux dispositions de la loi<sup>24</sup> et de l'Acte Uniforme OHADA sur les sociétés commerciales et les groupements d'intérêt économique (GIE).

La loi camerounaise prescrit qu'ils doivent obtenir un agrément à la CEMAC et une inscription à l'Ordre National des Experts Comptables du Cameroun (ONECCA).

Le magistrat rapporteur s'assure que cette formalité est accomplie et qu'en conséquence le commissaire aux comptes a qualité pour procéder à la certification des comptes.

---

<sup>24</sup> Cf. Loi n° 99/016 du 22 décembre 1999 portant statut général des établissements publics et des entreprises du secteur Public et parapublic.



De même, le magistrat vérifie que les états financiers sont tous revêtus des formes d'authentification prévues par les procédures en vigueur au sein de l'ONECCA.

Enfin, la validité des états financiers certifiés par un commissaire aux comptes dont le mandat a expiré est sujette à caution.

En tout état de cause, ces formalités ne constituent pas une entrave véritable au contrôle des comptes de ces structures, mais relèvent du souci de la Chambre des Comptes de recevoir les comptes élaborés suivant les normes et les procédures établies par les lois et les règlements.

## **C - RECOMMANDATIONS**

Les constats faits, les observations relevées ainsi que les difficultés rencontrées dans l'instruction des comptes en 2006 appellent des recommandations à situer dans la perspective de la réforme pour l'amélioration de la tenue des comptes et de la discipline des comptables.

Toutefois, des aspects qui relèvent de l'organisation administrative et comptable ainsi que du fonctionnement de la Chambre des Comptes et qui conditionnent l'efficacité de la justice financière sont pris en compte.

- **Les recommandations relatives à la relecture des textes**

- ❖ Sur la loi organique du 21 avril 2003 relative à la Chambre des Comptes

Au terme de la loi organique du 21 avril 2003, les comptes des entreprises du secteur public et parapublic sont justiciables de la Chambre des Comptes. Bien que compétente pour les contrôler, la Chambre ne peut les juger en l'absence de comptable public dans ces structures. Dès lors, elle se limite à la formulation des observations dans un rapport adressé aux organes de tutelle.

Pour tenir compte de cette situation, la Chambre recommande la reformulation des articles 2 et 8 de la loi précitée de la manière suivante :

**1- Article 2 nouveau :**

- 1) **La Chambre des Comptes contrôle et juge les comptes ou les documents en tenant lieu des comptables publics patents ou de fait :**
  - **de l'Etat et de ses Etablissements Publics ;**
  - **des Collectivités Territoriales Décentralisées et de leurs Etablissements Publics.**

- 2) La Chambre des Comptes contrôle et formule ses observations sur les comptes des entreprises du secteur public et parapublic.
- 3) Elle statue souverainement sur les décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures des comptes.
- 4) Elle connaît de toute autre matière qui lui est expressément attribuée par la loi.

2- *Article 8 nouveau* : Le contrôle et les observations de la Chambre des Comptes portent sur les comptes ou les documents en tenant lieu :

- a. des personnes morales dans lesquelles l'Etat et/ou d'autres personnes morales de droit public détiennent séparément ou ensemble plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants ;
- b. des personnes morales, quel que soit leur statut juridique, dans lesquelles l'Etat et d'autres personnes morales de droit public détiennent ensemble le pouvoir de décision ou la minorité de blocage ;
- c. des personnes morales, quel que soit leur statut juridique, bénéficiant ou percevant des prélèvements obligatoires tels que ceux de la prévoyance sociale ou de la formation professionnelle ;
- d. des personnes morales, quel que soit leur statut juridique, exploitant un service public ou monopole d'Etat ;

e. de toute personne morale, quel que soit son statut, qui bénéficie d'un concours financier direct ou indirect de l'Etat ou d'une autre personne morale de droit public ;

f. des personnes physiques exerçant les fonctions officielles ou ceux des comptables publics patents des personnes morales investies d'une mission spécifique et recevant à ce titre les fruits de la générosité nationale ou internationale, dans les conditions fixées par l'acte accordant les concours financiers ci-dessus.

3- Le concept de **comptabilité de fait** prévu au chapitre II (articles 39 et suivants) étant inconnu en finances publiques, la Chambre recommande de le remplacer par la notion de **gestion de fait** qui au terme des dispositions de l'article 6 de la loi organique du 21 avril 2003 recouvre les actes de toute personne qui, n'ayant pas la qualité de comptable ou n'agissant pas en cette qualité, s'ingère dans les opérations de recettes et de dépenses, de maniement des valeurs et de deniers publics, etc.

4- La Chambre des Comptes recommande également d'étendre la compétence de celle-ci sur la constatation de la gestion de fait (article 39 de la loi). Il convient de souligner que cette compétence a été reconnue par la loi<sup>25</sup> aux tribunaux régionaux des comptes.

---

<sup>25</sup> Cf. Art. 29-1 de la loi n° 2006/017 du 22 décembre 2006 fixant l'organisation, les attributions et le fonctionnement des Tribunaux Régionaux des Comptes.

- ❖ Sur la loi n° 99/016 du 22 décembre 1999 portant statut général des établissements publics et des entreprises du secteur public et parapublic

5- La Chambre des Comptes recommande que pour les entreprises du secteur public et parapublic qui ne sont pas encore dotées de tous les organes sociaux prévus par les textes en vigueur, il soit fait application des dispositions de l'article 112 (1) et (2) de la loi n°99/016 du 22 décembre 1999 qui stipule :

« (1) « Les établissements publics, les entreprises du secteur public et parapublic existants doivent, dans un délai d'un (1) an à compter de sa promulgation, se conformer aux dispositions de la présente loi.

(2) A l'issue du délai prévu à l'alinéa (1) ci-dessus, des mandataires ad hoc auprès des entreprises qui ne se sont pas conformées aux dispositions de la présente loi sont nommés pour une période ne pouvant excéder six (6) mois par décision du Ministre chargé des finances aux fins de veiller notamment à l'harmonie de leurs statuts, la production des états financiers et la nomination conforme des organes dirigeants. ».

6- La Chambre des Comptes recommande en outre le respect de la durée du mandat des différents organes sociaux ;

7- La Chambre recommande que l'ONECCA veille à l'uniformisation des procédures d'authentification des états financiers certifiés.

- ❖ Sur l'instruction du 21 octobre 2005 du Ministre de l'Economie et des Finances portant sur les comptes de gestion

- 8- Il convient de préciser les modalités de traitement des comptes spéciaux du Trésor par les comptables et de réaménager la balance générale des comptes afin de pouvoir y inscrire les noms de tous les comptables qui se sont succédé à un poste en indiquant leur période effective d'activité.
- **Les recommandations relatives à l'élaboration des formats des comptes**
    - ❖ Sur les comptes des Comptables Principaux du Trésor  
Il y aurait lieu de veiller:
      - 9- au respect scrupuleux de l'instruction relative au contrôle administratif des postes comptables au 31 décembre de chaque année. Ce contrôle devra appréhender les soldes de tous les comptes financiers, ainsi que la situation du portefeuille de l'Etat;
      - 10- à l'application de la comptabilité auxiliaire de l'Etat en recettes (CADRE). Cela permettra de créer une interface entre les régies de recettes (IMPOTS – DOUANES...) et le TRESOR afin de connaître à tout moment les montants de prise en charge, les recouvrements ainsi que les restes à recouvrer ;
      - 11- à l'aboutissement de la réforme sur le régime financier de l'Etat, permettant la production d'un compte administratif ;
      - 12-à la mise en état d'examen des comptes de gestion par les services compétents du Ministère de l'Economie et des Finances (**A.C.C.T.**).
    - ❖ Sur les comptes des comptables matières  
La Chambre des Comptes recommande :

- 13-**l'élaboration d'un format de compte pour la comptabilité matières;
- 14-**la signature concomitante des inventaires généraux de base et des procès-verbaux de passation des services entre les comptables entrants et sortants par les équipes chargées de superviser l'opération.
- ❖ Sur les comptes des agents comptables des établissements publics administratifs

La Chambre des Comptes recommande :

- 15-**la mise en place d'un plan comptable sectoriel des établissements publics administratifs;
- 16-**l'élaboration d'un guide de présentation du compte de gestion des agents comptables à l'instar de l'instruction ministérielle du 21 octobre 2005 sur les comptes de gestion de l'Etat;
- 17-**la mise en place d'une application informatique de traitement de la comptabilité appropriée à chaque établissement public administratif ;
- 18-**l'adoption par les textes organiques des établissements publics administratifs d'une comptabilité conforme aux prescriptions de la loi n° 99/016 du 22 décembre 1999 portant statut général des établissements publics et des entreprises du secteur public et parapublic;
- 19-** la nomination d'un comptable public dans tous les établissements publics administratifs.

❖ Sur les comptes de gestion des Receveurs Municipaux

La Chambre des Comptes recommande :

20-l'organisation des séminaires de formation des receveurs municipaux sur la nouvelle comptabilité sectorielle communale ;

21-l'élaboration et la publication d'une instruction relative à la production des comptes de gestion des receveurs municipaux;

22-l'informatisation à court terme de la comptabilité des receveurs municipaux.

• **Les recommandations relatives aux obligations des comptables publics**

Les missions d'information effectuées par les magistrats de la Chambre des Comptes ont révélé que la formalité de prestation de serment n'est pas toujours respectée, et que la garantie relative au cautionnement n'est pas souvent constituée.

23-La Chambre des Comptes recommande par conséquent que les dispositions liées à ces formalités interviennent avant l'entrée en fonction des comptables publics.

• **Les recommandations relatives au renforcement des capacités de la Chambre des Comptes**

La Chambre des Comptes souhaite :



- 24-** la mise à sa disposition des personnels d'appui au nombre desquels : des assistants de vérification (cadres des catégories A et B de l'administration), des secrétaires, des archivistes, des documentalistes ainsi que des chauffeurs.
- 25-** l'intensification de la formation permanente de tous les magistrats et greffiers de la Chambre par des stages, séminaires ou colloques dans les juridictions financières étrangères ainsi que dans les organismes de contrôle à vocation nationale ou internationale ;
- 26-** la mise en place de la bibliothèque de la Chambre
- 27-** la mise en place d'un système d'archivage moderne logé dans un site approprié et évolutif ;
- 28-** la mise à disposition à moyen terme, et compte tenu de son évolution éventuelle, en terme de personnels d'une part, et d'archivage d'autre part, d'un immeuble plus spacieux, l'actuel s'avérant déjà dépassé.
- 29-** la promotion d'un cadre de concertation avec le MINEFI en vue d'améliorer la tenue et la présentation des comptes de gestion.
- 30-** la promotion d'un cadre de concertation avec les services du Contrôle Supérieur de l'Etat, pour une application concertée des dispositions légales en matière de contrôle des finances publiques et des normes des organisations internationales d'audit (AFROSAI, INTOSAI, etc...)

**31-** l'adoption d'un texte particulier à l'instar des pays où les juridictions financières sont garantes de la bonne administration des fonds publics. Ce texte aménagerait des avantages aux personnels (magistrats, greffiers, assistants de vérifications, personnels en service extraordinaire, documentalistes...) pour tenir compte des spécificités des missions de cette juridiction.

## CONCLUSION

L'année 2006 a été consacrée pour l'essentiel à la mise en place des fondations de l'institution, pour permettre son fonctionnement.

Dans ce contexte, le travail d'organisation interne, la formation des personnels ainsi que les missions d'information et de sensibilisation, la réception des comptes et la constitution des dossiers permanents des entreprises ont occupé une place prépondérante dans les activités de la Chambre.

A travers les développements du présent rapport annuel, il a été fait état de nombre de problèmes qui ont, dans une large mesure, constitué des entraves au fonctionnement normal de la Chambre des Comptes. Des recommandations ont été faites afin d'apporter une solution aux problèmes sus évoqués et faciliter ainsi le travail de la juridiction financière.

Pour l'exercice 2007, les actions menées l'année précédente seront consolidées en même temps qu'un accent sera mis sur la mission principale de la Chambre à savoir, le contrôle et le jugement des comptes, grâce à une programmation rigoureuse des activités.

# ANNEXES RELATIVES AUX TABLEAUX INDIQUANT LA SITUATION INDIVIDUELLE DES COMPTES DES DIFFERENTES STRUCTURES

## Légende utilisée pour toutes les annexes :

- √ signifie oui
- X signifie non

**(1) Amende pour compte non produit dans les formes et délais prescrits.**

**(2) Amende pour non réponse aux injonctions.**

ANNEXE I : SITUATION INDIVIDUELLE DES COMPTES DU TRESOR.

ANNEXE II : SITUATION INDIVIDUELLE DES COMPTES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES (COMMUNES).

ANNEXE III : SITUATION INDIVIDUELLE DES COMPTES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS ADMINISTRATIFS DE L'ETAT.

ANNEXE IV : SITUATION INDIVIDUELLE DES COMPTES DES ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC ET PARAPUBLIC.

## ANNEXE I : SITUATION INDIVIDUELLE DES COMPTES DU TRESOR

N°	STRUCTURES	COMPTES DEPOSES		COMPTES ENREGISTRES		COMPTES EN COURS D'INSTRUCTION		ARRETS PROVISOIRES		ARRETS DEFINITIFS		AMENDES (1)		AMENDES (2)	
		2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005
01	Adamaoua	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
02	Centre	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X
03	Est	√	√	√	√	√	X	√	X	X	X	X	X	X	X
04	Extrême-Nord	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
05	Littoral	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X
06	Nkongsamba	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
07	Nord	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
08	Nord-Ouest	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
09	Ouest	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
10	Sud	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X
11	Sud-Ouest	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
12	<b>ACCT</b> (Agence comptable Centrale du Trésor)	√	√	√	√	√	X	√	X	X	X	X	X	X	X
13	Paierie Générale	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X

**ANNEXE II : SITUATION INDIVIDUELLE DES COMPTES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES  
(COMMUNES)**

N°	STRUCTURES	COMPTES DEPOSES		COMPTES ENREGISTRES		COMPTES EN COURS D'INSTRUCTION		ARRETS PROVISOIRES		ARRETS DEFINITIFS		AMENDES (1)		AMENDES (2)	
		2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2004
01	CU YAOUNDE	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
02	CUA YAOUNDE I	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
03	CUA YAOUNDE II	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
04	CUA YAOUNDE III	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
05	CUA YAOUNDE IV	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
06	CUA YAOUNDE V	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
07	CUA YAOUNDEVI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
08	CU DOUALA	√	X	√	X	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X
09	CUA DOUALA I	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
10	CUA DOUALA II	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
11	CUA DOUALA III	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
12	CUA DOUALA IV	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
13	CUA DOUALA V	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
14	CR NGAOUNDAL	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
15	CR TIBATI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
16	CR MAYO – BALEO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
17	CR TIGNERE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
18	CR GALIM – TIGNERE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

19	CR KONTCHA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
20	CR BANYO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
21	CR BANKIM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
22	CR MAYO – DARLE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
23	CR MEIGANGA	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
24	CR DJOHONG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
25	CR DIR	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
26	CR NGAOUI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
27	CU NGAOUNDERE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
28	CR NGAOUNDERE	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29	CR BELEL	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
30	CR MBE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
31	CR MBANDJOCK	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
32	CR MINTA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
33	CR NANGA – EBOKO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
34	CR NKOTENG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
35	CR BIBEY	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
36	CR NSEM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
37	CR LEMBE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
38	CR EVODOULA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
39	CR MONATELE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
40	CR OBALA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
41	CR OKOLA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
42	CR SA'A	√	X	√	X	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X

43	CR ELIG MFOMO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
44	CR EBEBDA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
45	CR BATCHENGA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
46	CR LOBO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
47	CU BAFIA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
48	CR BAFIA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
49	CR BOKITO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
50	CR MAKENENE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
51	CR NDIKINIMEKI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
52	CR OMBESSA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
53	CR DEUK	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
54	CR NITOUKOU	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
55	CR MFOU	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
56	CR ESSE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
57	CR AWAE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
58	CR SOA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
59	CR AFANLOUM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
60	CR EDZENDOUAN	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
61	CR NKOLAFAMBA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
62	CR OLANGUINA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
63	CU ESEKA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
64	CR BOT MAKAK	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
65	CR MAKAK	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
66	CR MESSONDO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X



67	CR NGOG – MAPOUBI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
68	CR MATOMB	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
69	CR DIBANG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
70	CR BIYOUHA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
71	CR BONJOCK	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
72	CR NGUIBASSAL	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
73	CR AKONOLINGA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
74	CR AYOS	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
75	CR ENDOM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
76	CR KOBDOMBO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
77	CR MENGANG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
78	CU MBALMAYO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
79	CR DZENG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
80	CR NGOMEDZAP	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
81	CR AKOEMAN	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
82	CR MENGUEME	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
83	CR NKOLMETET	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
84	CR NTUI	X	X	√	X	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X
85	CR NGORO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
86	CR YOKO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
87	CR MBANGASSINA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
88	CR NGAMBE –TIKAR	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
89	CR NGOUMOU	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
90	CR AKONO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

91	CR MBANKOMO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
92	CR BIKOK	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
93	CR MOULOUDOU	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
94	CR YOKADOUMA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
95	CR GARI – GOMBO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
96	CR SALAPOUMBE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
97	CR ABONG –MBANG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
98	CR DOUME	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
99	CR LOMIE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
100	CR MESSAMENA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
101	CR NGUELEMENDOUKA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
102	CR DIMAKO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
103	CR ATOK	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
104	CR MBOMA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
105	CR MESSOK	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
106	CR MINDOUROU	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
107	CR NGOYLA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
108	CR SOMALOMO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
109	CR ANGOSSAS	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
110	CR DOUMAITANG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
111	CR BATOURI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
112	CR NDELELE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
113	CR KETTE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
114	CR MBANG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

115	CR KENTZOU	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
116	CR OULI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
117	CR NGUELEBOK	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
118	CU BERTOUA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
119	CR BERTOUA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
120	CR BETARE –OYA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
121	CR BELABO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
122	CR GAROUA – BOULAI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
123	CR DIANG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
124	CR NGOURA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
125	CU MAROUA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
126	CR MAROUA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
127	CR MERI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
128	CR GAZAWA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
129	CR PETTE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
130	CR BOGO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
131	CR DARGALA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
132	CR NDOUKOULA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
133	CR KOUSSERI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
134	CR MAKARI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
135	CR LOGONE – BIRNI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
136	CR GOULFEY	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
137	CR WAZA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
138	CR FOTOKOL	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

139	CR HILE – ALIFA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
140	CR BLANGOUA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
141	ZINA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
142	CR KAR – HAY	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
143	CR YAGOUA	√	X	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
144	CR GUERE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
145	CR MAGA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
146	CR KALFOU	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
147	CR WINA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
148	CR GUEME	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
149	CR DATCHEKA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
150	CR TCHATIBALI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
151	CR GOBO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
152	CR KAI- KAI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
153	CR MOKOLO	√	√	√	X	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X
154	CR BOURRHA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
155	CR KOZA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
156	CR HINA	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
157	CR MOGODE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
158	CR MOZOGO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
159	CR ROUA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
160	CR MORA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
161	CR TOKOMBERE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
162	CR KOLOFATA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

163	CR KAELE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
164	CR GUIDIGUIS	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
165	CR MINDIF	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
166	CR MOUTOURWA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
167	CR MOULVOUDAYE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
168	CR TOULOUM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
169	CR DZIGUILAO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
170	CU NKONGSAMBA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
171	CR NKONGSAMBA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
172	CR DIBOMBARI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
173	CR LOUM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
174	CR MANJO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
175	CR MBANGA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
176	CR MELONG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
177	CR BARE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
178	CR PENJA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
179	CR BONALEA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
180	CR MOMBO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
181	CR EBONE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
182	CR NKONDJOCK	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
183	CR YABASSI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
184	CR NDOBIAN	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
185	CR YINGUI	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
186	CU EDEA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

187	CR EDEA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
188	CR DIZANGUE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
189	CR NDOM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
190	CR NGAMBE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
191	CR POUMA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
192	CR NYANON	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
193	CR MOUANKO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
194	CR MASSOK	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
195	CR MANOKA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
196	CU GAROUA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
197	CR GAROUA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
198	CR BIBEMI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
199	CR PITO A	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
200	CR LAGDO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
201	CR DEMBO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
202	CR NGONG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
203	CR BASCHEO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
204	CR GASCHIGA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
205	CR TOUROUA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
206	CR GUIDER	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
207	CR MAYO-OULO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
208	CR FIGUIL	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
209	CR POLI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

210	CR BEKA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
211	CR REY-BOUBA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
212	CR TCHOLIRE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
213	CR TOUBORO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
214	CR MADINGRING	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
215	CU KUMBO	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
216	CR KUMBO	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
217	CR JAKIRI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
218	CR ELAK	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
219	CR MBIAME	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
220	CR NKOR	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
221	CR NKAMBE	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
222	CR NWA	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
223	CR AKO	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
224	CR MISAJE	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
225	CR NDU	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
226	CR WUM	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
227	CR BENAKUMA	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
228	CR ZHOA	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
229	CR FURU-AWA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
230	CU BAMENDA	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
231	CR BALI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
232	CR TUBAH	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
233	CR BAFUT	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

234	CR SANTA	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X
235	CR BATIBO	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
236	CR MBENGWI	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
237	CR WIDIKUM – BOFFE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
238	CR ANDEK	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
239	CR NJIKWA	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
240	CR NDOP	√	X	√	X	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X
241	CR BABESSI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
242	CR BALIKUMBAT	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
243	CR FUNDONG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
244	CR BELO	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
245	CR FONKUKA	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
246	CR NJINIKOM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
247	CR MBOUDA	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
248	CR GALIM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
249	CR BATCHAM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
250	CR BABADJOU	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
251	CU FOUMBAN	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
252	CR FOUMBAN	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
253	CR FOUMBOT	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
254	CR MALENTOUEN	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
255	CR MASSANGAM	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
256	CR MAGBA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X



257	CR KOUTABA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
258	CR BANGOURAIN	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
259	CR KOUOTAPMO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
260	CU BAFANG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
261	CR BAFANG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
262	CR BANA	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
263	CR BANDJA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
264	CR KEKEM	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
265	CR BAKOU	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
266	CR BANWA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
267	CU DSCHANG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
268	CR DSCHANG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
269	CR PENKA MICHEL	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
270	CR FOKOUE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
271	CR SANTCHOU	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
272	CR NKONG – ZEM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
273	CU BAFOUSSAM	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
274	CR BAFOUSSAM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
275	CR LAFE	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
276	CR KONGSO	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
277	CR BANGANGTE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
278	CR BAZOU	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
279	CR TONGA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
280	CR BASSAMBA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

281	CR BAYANGAM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
282	CR DJEBEM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
283	CR PETE – BANDJOUN	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
284	CR BAHAM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
285	CR BAMENDJOU	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
286	CR BANGOU	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
287	CR BATIE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
288	CU SANGMELIMA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
289	CR SANGMELIMA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
290	CR BENGDIS	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
291	CR DJOUM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
292	CR ZOETELE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
293	CR MEYOMESSALA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
294	CR MINTOM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
295	CR OVENG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
296	CU EBOLOWA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
297	CR EBOLOWA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
298	CR BIWONG –BANE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
299	CR MVANGANE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
300	CR MENGONG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
301	CR NGOULEMAKONG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

302	CR AMBAM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
303	CR MA'AN	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
304	CR OLAMZE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
305	CU KRIBI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
306	CR KRIBI	√	X	√	X	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X
307	CR AKOM II	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
308	CR CAMPO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
309	CR LOLODORF	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
310	CR MVENGUE	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
311	CR NIETE	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
312	CR BIPINDI		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
313	CR LIMBE	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
314	CR BUEA	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
315	CR MUYUKA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
316	CR TIKO	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
317	CR IDENAU	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
318	CR AKWAYA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
319	CR MAMFE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
320	CR EYUMODJOCK	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
321	CR TINTO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
322	CU KUMBA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
323	CR KONYE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
324	CR MBONGE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

325	CR BAMUSSO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
326	CR EKONDOTITI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
327	CR MUNDEMBBA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
328	CR DIKOMBALUE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
329	CR ISANGUELE	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
330	CR IDABATO	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
331	CR KOMBO -ABEDIMO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
332	CR KOMBO – ITINDI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
333	CR TOKO	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
334	CR MENJI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
335	CR ALOU	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
336	CR WABANE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
337	CR BANGEM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
338	CR NGUTI	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
339	CR TOMBEL	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

## **ANNEXE N° III : SITUATION INDIVIDUELLE DES COMPTES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS ADMINISTRATIFS DE L'ETAT**

N°	STRUCTURES	COMPTES DEPOSES		COMPTES ENREGISTRES		COMPTES EN COURS D'INSTRUCTION		ARRETS PROVISOIRES		ARRETS DEFINITIFS		AMENDES (1)		AMENDES (2)	
		2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005
1.	<b>AER</b> Agence d'Electrification rurale	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2.	<b>ARMP</b> Agence de Régulation des Marchés Publics	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
3.	<b>ART</b> Agence de Régulation des Télécommunications	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
4.	<b>ARSEL</b> Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité	X	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
5.	<b>APN</b> Autorité Portuaire du Cameroun	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
6.	<b>BUCREP</b> Bureau Central des Recensements et des Etudes de la Population	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
7.	<b>CSPH</b> Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
8.	<b>CCAA</b> Cameroon Civil Aviation Authority (Autorité Aéronautique)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
9.	<b>CENAME</b> Centrale Nationale d'Approvisionnement en Médicaments et Consommables Essentiels	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
10.	<b>CHUY</b> Centre Hospitalier Universitaire de Yaoundé	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X

11.	<b>CPC</b> Centre Pasteur du Cameroun	X	√	X	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
12.	<b>CHAGRI</b> Chambre d'Agriculture, d'Elevage et des Forêts du Cameroun	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
13.	<b>CCIMA</b> Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
14.	<b>CMF</b> Commission des Marchés Financiers	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
15.	<b>FOGAPE</b> Fonds d'Aide et de Garantie aux Petites et Moyennes Entreprises	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
16.	<b>FNE</b> Fonds National de l'Emploi	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
17.	<b>FR</b> Fonds Routier	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
18.	<b>FEICOM</b> Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunal	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
19.	<b>HGD</b> Hôpital Général de Douala	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
20.	<b>HGY</b> Hôpital Général de Yaoundé	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
21.	<b>HGOPY</b> Hôpital Gynéco Obstétrique et Pédiatrique de Yaoundé	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
22.	<b>IRGM</b> Institut de Recherche Géologique et Minière	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X

23.	<b>IMPM</b> Institut de Recherche Médicale et d'Etude des Plantes Médicinales	X	√	X	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
24.	<b>INC</b> Institut National de Cartographie	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
25.	<b>IRAD</b> Institut pour la Recherche Agricole et le Développement	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
26.	<b>ISMP</b> Institut Supérieur de Management Public	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
27.	<b>LANACOME</b> Laboratoire National de Contrôle de Qualité des Médicaments et d'Expertise	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
28.	<b>MEAO</b> Mission d'Etude et d'Aménagement de l'Océan	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
29.	<b>MEADEN</b> Mission d'Etude pour l'Aménagement et le développement de la Province du Nord	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
30.	<b>MIDENO</b> Mission de Développement de la Province du Nord-Ouest	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
31.	<b>MIDIMA</b> Mission de Développement Intégré des Monts Mandaras	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
32.	<b>MIPROMALO</b> Mission de Promotion des Matériaux Locaux	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
33.	<b>OFFCEREAL</b> Office Céréalière	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X

34.	Palais de congrès	X	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
35.	ONZFI Office National des Zones Franches Industrielles	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
36.	<b>ONCC</b> Office National du Cacao et du Café	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
37.	<b>PAD</b> Port Autonome de Douala	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
38.	<b>SOWEDA</b> South-West Development Authority	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
39.	<b>UB</b> Université de Buéa	√	√	X	X	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
40.	<b>UDLA</b> Université de Douala	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
41.	<b>UDS</b> Université de Dschang	√	√	X	X	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
42.	<b>UNGD</b> Université de Ngaoundéré	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
43.	<b>UYI</b> Université de Yaoundé I	X	X	X	X	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
44.	<b>UYII</b> Université de Yaoundé II	√	√	X	X	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
45.	<b>UNVDA</b> Upper Noun Valley Development Authority	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
46.	Ecole Nationale des Postes et Télécommunications <b>(ENSPT)</b>	√	X	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
47.	Centre National d'Education <b>(CNE)</b>	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
48.	Comité Provincial de Lutte contre la Sécheresse <b>(CPLS)</b>	X	√	X	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
49.	Comité National de développement de Technologie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X



50.	Fonds Spécial d'Aménagement et d'équipement des Aires de Protection et de la Faune	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
51.	Compte d'Affectation Sociale pour le Dvpt de l'Activité Touristique	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
52.	Fonds Spécial de Développement Forestier	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
53.	Comité de Gestion FAO-PAM	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
54.	Comité Technologie de Réhabilitation	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
55.	Comité Technologie des suivis des Programmes	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
56.	Institut National de Jeunesse et des Sports (INJS)	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
57.	Agence Nationale d'Investigation Financière (ANIF)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
58.	Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
59.	Caisse de Développement de l'Elevage dans le Nord (CDEN)	X	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
60.	Caisse de Développement de l'Elevage dans le Nord-Ouest (CDENO)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
61.	Caisse de Développement de la Pêche Maritime (CDPM)	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X
62.	Cellule de Gestion du Code des Investissements (CGCI)	X	√	X	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
63.	Centre National de Réhabilitation des Handicapés (CNRH)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

64.	Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature du Cameroun (ENAM)	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
65.	General Certificate of Educational Advanced Level Board (GCE BOARD)	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
66.	Institut National de la statistique (INS)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
67.	Office du Baccalauréat du Cameroun (OBC)	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
68.	Cpte adm .cadre d'appui et promotion de l'art.	X	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
69.	CCS/PPTE	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
70.	CEFAM	√	√	√	√	√	√	X	X	X	X	X	X	X	X
71.	ENSTP	X	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
72.	CENEEMA	X	√	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

## **ANNEXE IV : SITUATION INDIVIDUELLE DES COMPTES DES ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC ET PARAPUBLIC**

N°	STRUCTURES	COMPTES DEPOSES		COMPTES ENREGISTRES		COMPTES EN COURS D'INSTRUCTION	
		2004	2005	2004	2005	2004	2005
01	ANAFOR	X	X	X	X	X	X
02	AYABA HOTEL	√	X	√	X	X	X
03	CNPS	√	X	√	X	X	X
04	CDC	√	√	√	√	√	√
05	CAMPOST	X	√	X	X	X	X
06	CRTV	√	√	√	√	√	X
07	CAMTEL	X	X	X	X	X	X
08	CENEEMA	X	X	X	X	X	X
09	CREDIT FONCIER	X	X	X	X	X	X
10	IMPRIMERIE NATIONALE	√	√	√	√	√	X
11	LABOGENIE	X	X	X	X	X	X
12	LANAVET	√	√	√	√	√	√
13	MAETUR	√	√	X	X	X	X
14	MAGZI	X	X	X	X	X	X
15	MIDEPECAM	X	X	X	X	X	X
16	Palais des Congrès	X	X	X	X	X	X
17	MATGENIE	√	√	√	√	X	X

N°	STRUCTURES	COMPTES DEPOSES		COMPTES ENREGISTRES		COMPTES EN COURS D'INSTRUCTION	
		2004	2005	2004	2005	2004	2005
18	SODEPA	X	X	X	X	X	X
19	SEMRY	√	X	√	X	√	X
20	SNH	√	√	√	√	√	√
21	SNI	√	√	√	X	X	X
22	SOPECAM	√	X	√	X	√	X
23	SRC	√	X	√	X	√	X
24	UTAVA	√	X	√	X	√	X
25	ADC	√	X	√	X	√	X
26	ALUCAM	√	X	X	X	X	X
27	CAMAIR	X	X	X	X	X	X
28	CAMTAINER	X	X	X	X	X	X
29	CNCC	X	X	X	X	X	X
30	HILTON HOTEL	X	X	X	X	X	X
31	PALEMENTARIAN HOTEL	X	X	X	X	X	X
32	HOTEL DES DEPUTES	X	X	X	X	X	X
33	HOTEL MONT FEBE	X	X	X	X	X	X
34	HOTEL MANSA	X	X	X	X	X	X
35	HOTEL BENOUE- MIZAO	X	X	X	X	X	X
36	CPE	X	X	X	X	X	X
37	CAMRAIL	√	X	√	X	X	X

N°	STRUCTURES	COMPTES DEPOSES		COMPTES ENREGISTRES		COMPTES EN COURS D'INSTRUCTION	
		2004	2005	2004	2005	2004	2005
38	CIMENCAM	√	X	√	X	X	X
39	CREDIT LYONNAIS	X	X	X	X	X	X
40	CNIC	√	X	√	X	X	X
41	ECAM PLACAGES	√	√	√	√	X	X
42	HYDRAC	√	√	√	√	√	√
43	SCDP	X	X	X	X	X	X
44	SEMC	X	X	X	X	X	X
45	SIC	X	X	X	X	X	X
46	SNEC	√	X	√	X	X	X
47	SODECOTON	√	√	√	√	√	√
48	SAWA HOTEL	X	√	X	X	X	X
49	SONARA	√	√	√	√	X	√
50	TOTAL Exploration	X	X	X	X	X	X
51	TRADEX	√	X	√	X	X	X
52	CAMPEMENT DE WAZA	√	√	√	√	X	X
53	Centre Climatique de Dschang	X	X	X	X	X	X

**ANNEXES RELATIVES AUX DIFFERENTES  
ORDONNANCES SIGNEES PAR LE PRESIDENT  
DE LA CHAMBRE DES COMPTES**

**ORDONNANCE No 001/CDCICSC du 30 décembre 2005**  
**Portant répartition des Magistrats dans les diverses sections**  
**de la Chambre des Comptes**

**LE PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES COMPTES,**

- Vu la Constitution ;
- Vu la loi n° 2003/005 du 21 avril 2003 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Chambre des Comptes ;
- .- Vu le décret n° 2004/081 du 13 avril 2004 nommant Monsieur Abraham TCHUENTE, Président de la Chambre des Comptes
- Vu le décret n° 2005/392 du 25 octobre 2005 portant nomination des Magistrats à la Chambre des Comptes de la Cour Suprême
- Vu les nécessités de service ;

**ORDONNE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les Magistrats, Conseillers Maîtres et Conseillers Référéndaires sont répartis ainsi qu'il suit dans les diverses sections de la Chambre des Comptes

1<sup>ère</sup> section chargée du Contrôle et du jugement des comptes des comptables de l'Etat

MANGA MOUKOURI	Conseiller Maître
KAMENI Pierre	Conseiller Maître
MINKON Martin	Conseiller Maître
MBARGA Jeanne d'Arc	Conseiller Maître
EZO'O BIZEME	Conseiller Référéndaire
NDJOM NACK Elie Désiré	Conseiller Référéndaire

3<sup>e</sup> Section chargée du Contrôle et du Jugement des Comptes des Etablissements publics de l'Etat

HAKAPOKA Narcisse	Conseiller Maître
FOUDA NKODO Achille	Conseiller Maître
DJOKO André	Conseiller Maître
NGAN Evaristus AZEH	Conseiller Maître
SIM0 TCHUENTE Lucienne Epse BOBDA	Conseiller Maître
OUMAROU ABDOU	Conseiller Référéndaire

4<sup>e</sup> Section chargée du Contrôle et du Jugement des Comptes des entreprises du secteur public et parapublic

DITOPE LINDOUME	Conseiller Maître
THEUMOUBE Philippe	Conseiller Maître
FOUDA AMOMBO	Conseiller Maître
ALIMA Jean Claude	Conseiller Maître
NDONGO ETAME David	Conseiller Maître
YEBGA MATIP	Conseiller Référendaire

**Article 2 :** Nonobstant cette répartition, le Président de la Chambre des Comptes peut, en tant que de besoin, confier à un Magistrat tout compte ou dossier relevant d'une autre section.

**Article 3 :** La présente ordonnance sera classée au rang des minutes du greffe de la Chambre des Comptes et notifiée aux intéressés.

Yaoundé, le 30 décembre 2005

**(Signé) Abraham TCHUENTE**



**ORDONNANCE N° 002 /CDC/CSC DU 20 Février 2006**  
**Portant détermination des matières dont connaissent les différentes formations de la chambre des comptes**

**LE PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES COMPTES**

- Vu la Constitution
- Vu la loi n° 2003/005 du 21 avril 2003 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Chambre des Comptes notamment en son article 21 ;
- Vu le décret n° 2004/081 nommant Monsieur Abraham TCHUENTE, Président de la Chambre des Comptes;
- Vu le décret n° 2005/392 du 25 octobre 2005 portant nomination des magistrats à la Chambre des Comptes de la Cour Suprême;
- Vu le décret n° 2005/393 du 25 octobre 2005 portant nomination de Magistrats du Ministère Public à la Chambre des Comptes de la Cour Suprême;
- Vu les nécessités de service;

**ORDONNE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les matières dont connaissent les différentes formations de la Chambre des Comptes sont ainsi déterminées:

*En audience ordinaire:*

Le contrôle et le jugement des comptes ou des documents en tenant lieu relevant de la compétence de chaque section conformément aux dispositions de l'article 13 al. 1 de la loi n° 2003/005 du 21 avril 2003.

*En sections réunies*

Le contrôle et le jugement :

- des affaires complexes, à la demande soit du magistrat rapporteur, soit du Président de la section, soit du Procureur Général, soit du Président de la Chambre des Comptes ;
- des cas relevant de la compétence de deux ou plusieurs sections ;
- des cas de revirement de jurisprudence ;
- des cas de recours en révision ;
- de toute autre affaire, à la demande soit du Président de la Chambre des Comptes, soit du Procureur Général près la Cour Suprême.

En Chambre de conseil

- La rédaction et l'adoption du rapport annuel.
- La production de l'avis prévu par l'article 10 de la loi n° 2003/005 du 21 avril 2003/005 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Chambre des Comptes, et de tout autre avis dont elle pourrait être saisie par le Président ou le Procureur Général près la Cour Suprême.
- Toute question concernant l'administration et la gestion de la Chambre des Comptes.

**Article 2** : La présente ordonnance sera classée au rang des minutes du greffe de la Chambre des Comptes et publiée partout où besoin sera.

Yaoundé, le 20 Février 2006

**Signé : Abraham TCHUENTE**

**ORDONNANCE N° 004/CDC/CSC du 22 Mai 2006**  
**Portant Mise en place du Comité de la Programmation**  
**et du Rapport Public.**

**LE PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES COMPTES,**

- Vu la Constitution;
- Vu la loi n° 2003/005 du 21 avril 2003 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Chambre des Comptes ;
- Vu le décret n° 2004/081 du 13 avril 2004 nommant Monsieur Abraham TCHUENTE, Président de la Chambre des Comptes;
- Vu le décret n° 2005/392 du 25 octobre 2005 portant nomination des Magistrats à la Chambre des Comptes de la Cour Suprême;
- Vu les nécessités de service ;

**ORDONNE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est créé au sein de la Chambre des Comptes un Comité de la Programmation et du Rapport public.

**Article 2** : Ce Comité est chargé de :

- rassembler dans les Sections et au niveau de la Chambre, les éléments pour l'élaboration du programme annuel ;
- assister le Président de la Chambre des Comptes dans le suivi de son exécution ;
- élaborer à ce titre pour le Président de la Chambre des Comptes, la note d'orientation des Présidents de Sections ;
- rassembler les données nécessaires à l'élaboration du rapport public annuel ;
- rédiger le projet dudit rapport public ;
- étudier tous les aspects de sa diffusion en liaison avec le Comité en charge de la Communication.

**Article 3** : Le Comité de la Programmation et du Rapport public mène ses travaux sous la direction d'un Coordonnateur et rend compte au Président de la Chambre des Comptes à qui il présente régulièrement ses rapports ainsi que ses propositions écrites.

**Article 4 :** Il lui est affecté en tant que de besoin pour ses travaux, un greffier ad hoc par le Greffier en Chef

**Article 5 :** La présente ordonnance sera classée au rang des minutes du Greffe de la Chambre des Comptes

Yaoundé, le 22 Mai 2006

**Signé : Abraham TCHUENTE**

**ORDONNANCE N°005/CDC/CSC du 22 Mai 2006  
Portant mise en place du Comité de la Documentation  
de la Communication.**

**LE PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES COMPTES,**

- Vu la constitution ;
- Vu la loi n°2003/005 du 13 avril 2004 nommant Mon sieur Abraham TCHUENTE, Président de la Chambre des Comptes ;
- Vu le décret n°2005/392 du 25 octobre 2005 portant nomination des Magistrats à la Chambre des Comptes de la Cour Suprême ;
- Vu les nécessités de service ;

**ORDONNE**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est créé au sein de la Chambre des Comptes un Comité de la Documentation.

**Article 2 :** Ce Comité est chargé de :

- étudier un fond documentaire pour la Chambre des Comptes et les modalités pour le rendre disponible pour les besoins du personnel magistrat ;
- alimenter les dossiers de base tenus au greffe, en informations de presse utiles ;

- tenir à jour le site Internet de la Chambre des Comptes ;
- mener des réflexions et faire propositions en vue de faire connaître au public l'activité de la Chambre des Comptes et de la faire s'installer dans l'environnement étatique et administratif ;

**Article 3** : Une note précisera les conditions d'insertion des données sur le site Internet de la Chambre et des éléments dans les dossiers de base.

**Article 4** : Le Comité de la Documentation et de la Communication mène ses travaux sous la direction d'un Coordonnateur et rend compte au Président de la Chambre des Comptes à qui il présente régulièrement ses rapports ainsi que ses propositions écrites.

**Article 5** : Il lui est affecté en tant que de besoin pour ses travaux, un greffier Ad Hoc par le Greffier en Chef

**Article 6** : La présente ordonnance sera classée au rang des minutes du Greffe de la Chambre des Comptes.

Yaoundé le 22 Mai 2006

**Signé : Abraham TCHUENTE**

**ORDONNANCE N° 006/CDC/CSC DU 22 MAI 2006  
portant désignation des Membres du Comité  
de la Programmation et du Rapport Public**

**LE PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES COMPTES,**

- Vu la Constitution ;
- Vu la loi n° 2003/005 du 21 avril 2003 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Chambre des Comptes;
- Vu le décret n° 2004/081 du 13 avril 2004 nommant Monsieur Abraham TCHUENTE, Président de la Chambre des Comptes;
- Vu le décret n° 2005/392 du 25 octobre 2005 portant nomination des Magistrats à la Chambre des Comptes de la Cour Suprême;
- Vu l'ordonnance n° 004/CDC/CSC du 22 mai 2006 portant mise en place du Comité de la Programmation du Rapport Public;
- Vu les nécessités de service;

**ORDONNE**

**Article 1<sup>er</sup>**: Monsieur FOUA NKODO Achille, Conseiller Maître est désigné Coordonnateur du Comité de la Programmation et du Rapport Public

**Article 2** : Sont désignés Membres du Comité de la Programmation et du Rapport Public :

- Monsieur DJOKO André, Conseiller Maître
- Madame MVOGO Jeanne d'Arc ép. MBARGA, Conseiller Maître

- Monsieur YEBGA MATIP, Conseiller Référendaire
- Monsieur BIAKAN à NGON Jeannot, Avocat Général.

**Article 3** : La présente liste peut être complétée en tant que de besoin.

**Article 4** : La présente ordonnance sera notifiée aux intéressés et classée au rang des minutes du Greffe de la Chambre des Comptes.

Yaoundé, le 22 mai 2006.

**Signé : Abraham TCHUENTE**

**ORDONNANCE N° 007/CDCICSC du 22 Mai 2006**  
**Portant désignation des Membres du Comité de la Documentation**  
**et de la Communication**

**LE PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES COMPTES,**

- Vu la Constitution ;
- Vu la loi n° 2003/005 du 21 avril 2003 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Chambre des Comptes ;
- Vu le décret n° 2004/081 du 13 avril 2004 nommant Monsieur Abraham TCHUENTE, Président de la Chambre des Comptes ;
- Vu le décret n° 2005/392 du 25 octobre 2005 portant nomination des Magistrats à la Chambre des Comptes de la Cour Suprême ;
- Vu l'ordonnance n° 005/CDCICSC du 22 mai 2006 portant mise en place du Comité de la Documentation et de la Communication ;
- Vu les nécessités de service ;

**ORDONNE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Madame SIMO Lucienne, Conseiller Maître est désigné Coordonnateur du Comité de la Documentation et de la Communication.

**Article 2** : Sont désignés Membres du Comité de la Documentation et de la Communication :

- Monsieur MANGA MOUKOURI, Conseiller Maître ;
- Monsieur FOU DA AMOMBO, Conseiller Maître ;
- Monsieur NDJOM NACK Elie, Conseiller Référendaire.

**Article 3** : La présente liste peut être complétée en tant que de besoin.

**Article 4** : La présente ordonnance sera notifiée aux intéressés et classés au rang des minutes du Greffe de la Chambre des Comptes.

Yaoundé, le 22 Mai 2006

Signé : Abraham  
TCHUENTE

**ORDONNANCE N°008/CDC/CSC du 20 Juin 2006  
Complétant la liste des Membres du Comité  
de la Programmation et du Rapport Public**

**LE PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES COMPTES,**

- Vu la Constitution ;
- Vu la loi n°2003/005 du 21 avril 2003 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Chambre des Comptes;
- Vu le décret n° 2004/081 du 13 avril 2004 nommant Monsieur Abraham TCHUENTE, Président de la Chambre des Comptes;
- Vu le décret n°2005/392 du 25 octobre 2005 portant nomination des Magistrats à la Chambre des Comptes de la Cour Suprême;
- Vu l'ordonnance n° 004/CDC/CSC du 22 mai 2006 portant mise en place du Comité de la Programmation et du Rapport Public;
- Vu l'ordonnance n° 0006/CDC/CSC du 22 mai 2006 portant désignation des membres du Comité de la Programmation et du Rapport Public
- Vu les nécessités de service;

**ORDONNE**

**Article 1<sup>er</sup>**: Est désigné pour compléter la liste des membres du Comité de la Programmation et du Rapport, Monsieur THEUMOUBE Philippe, Conseiller Maître



**Article 4** La présente ordonnance sera notifiée à l'intéressé et classée au rang des minutes du Greffe de la Chambre des Comptes.

Yaoundé, le 20 Juin 2006

**Signé : Abraham TCHUENTE**

## **TABLE DES MATIERES**

Page

AVANT-PROPOS .....	1
INTRODUCTION .....	4
PREMIERE PARTIE: LA MISE EN PLACE DE LA CHAMBRE DES COMPTES.....	12
1) LA NOMINATION DES PREMIERS RESPONSABLES DE LA CHAMBRE DES COMPTES.....	16
2) LA SELECTION DES CANDIDATS AUX FONCTIONS DE MAGISTRAT A LA CHAMBRE DES COMPTES .....	17
• La finalisation des critères de sélection	17
• La sélection proprement dite	18
3) LA FORMATION DE POSTULANTS AUX FONCTIONS DE MAGISTRAT A LA CHAMBRE DES COMPTES .....	19
4) L'ELABORATION DE CERTAINS INSTRUMENTS INDISPENSABLES AU CONTROLE ET AU JUGEMENT DES COMPTES .....	20
5) LA NOMINATION ET L'INSTALLATION DES NOUVEAUX MAGISTRATS DE LA CHAMBRE DES COMPTES .....	20
6) L'OCCUPATION DES LOCAUX QUI ABRITENT LA CHAMBRE DES COMPTES .....	21
<b>DEUXIEME PARTIE : RESULTAT GENERAL DES TRAVAUX DE LA CHAMBRE DES COMPTES .....</b>	<b>19</b>
<b>A - ACTIVITES NON JURIDICTIONNELLES DE LA CHAMBRE DES COMPTES.....</b>	<b>23</b>
1 - ACTIVITES RELEVANT DE L'ORGANISATION INTERNE DE LA CHAMBRE DES COMPTES .....	23
• Répartition des magistrats et des greffiers dans les différentes structures	24
• Désignation du Président de la deuxième section.	25
• Détermination des matières dont connaissent les différentes formations de la Chambre des Comptes	26
• Création de divers comités.	28
2. ACTIVITES RELEVANT DU FONCTIONNEMENT INTERNE DE LA CHAMBRE .....	29
• Adoption du guide des procédures de la Chambre des Comptes	29
• Elaboration d'un chronogramme des activités pour l'année 2006	30
• Activation des sections de la Chambre	30
• Elaboration des guides d'instruction dans les sections	31
3. ACTIVITES D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION A LA CONFECTION ET A LA PRODUCTION DES COMPTES PUBLICS .....	31
• Objectifs des missions de sensibilisation et d'information	31
• Constats consécutifs aux missions	33
4. ACTIVITES DE FORMATION DU PERSONNEL DE LA CHAMBRE DES COMPTES .....	35
• Le séminaire d'appropriation du guide des procédures de la Chambre des Comptes	36
• Le séminaire d'initiation à l'utilisation de l'outil informatique	38
• Les stages dans les juridictions financières étrangères	38
• Participation des membres de la Chambre des Comptes à des conférences et colloques	44
.....	44
<b>B – ACTIVITES JURIDICTIONNELLES DE LA CHAMBRE DES COMPTES.....</b>	<b>44</b>
1. FONCTIONNEMENT D'UNE JURIDICTION FINANCIERE .....	45
• La réception des comptes	45
➤ QU'EST CE QU'UN COMPTE ? .....	45
➤ LA NOTION DE COMPTE DEPOSE .....	46
➤ LA NOTION DE COMPTE ENREGISTRE .....	46
• L'instruction des comptes	47

➤ C'EST UNE PROCEDURE INQUISITOIRE.....	47
➤ C'EST UNE PROCEDURE SECRETE.....	48
➤ C'EST UNE PROCEDURE ECRITE.....	48
• La rédaction du rapport et du projet d'arrêt	48
➤ LE RAPPORT D'INSTRUCTION.....	48
➤ LA REDACTION DU PROJET D'ARRET.....	49
➤ LA NOTION D'ARRET PROVISOIRE.....	50
➤ LA NOTION D'ARRET DEFINITIF.....	50
• L'exécution de la décision	51
• Les arrêts rendus par la Chambre des Comptes en 2006	52
<b>2- DONNEES STATISTIQUES RELATIVES AUX COMPTES.....</b>	<b>52</b>
• Comptes attendus	53
• Comptes déposés	55
• Comptes non déposés	58
• Comptes enregistrés	59
• Comptes non enregistrés	60
• Comptes en cours d'instruction	62

**TROISIEME PARTIE: OBSERVATIONS EN VUE DE LA REFORME ET DE L'AMELIORATION DE LA TENUE DES COMPTES ET DE LA DISCIPLINE DES COMPTABLES ..... 62**

**A - OBSERVATIONS RELEVANT DES ACTIVITES NON JURIDICTIONNELLES. .... 67**

**1. EVALUATION DE L'ETAT DE MISE EN FORME DES COMPTES DE GESTION DES COMPTABLES PRINCIPAUX DU TRESOR ET DES COMPTABLES MATIERES. ....67**

- Les Comptes de gestion de l'Etat. 67
- Les Comptes de gestion matières 70
- Les garanties liées à l'exercice de la fonction de comptable public 71

**2) L'EXPLOITATION DES COMPTES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS ADMINISTRATIFS ET DES ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC ET PARAPUBLIC.....72**

- Les Etablissements Publics Administratifs. 72
- Les Entreprises du Secteur Public et Parapublic. 74

**B. OBSERVATIONS RELEVANT DES ACTIVITES JURIDICTIONNELLES..... 75**

**1. LES COMPTES DU TRESOR.....75**

- DIFFICULTES LIEES A L'INTERPRETATION DES INSTRUCTIONS ET DES TEXTES REGLEMENTAIRES ..... 75
- DIFFICULTES LIEES A LA PRESENTATION DU COMPTE DE GESTION ..... 79
- DIFFICULTES LIEES AU COMPORTEMENT DES COMPTABLES PRINCIPAUX DU TRESOR ..... 82

**2. LES COMPTES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES.....82**

**3. LES COMPTES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS ADMINISTRATIFS .....84**

**4. LES COMPTES DES ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC ET PARAPUBLIC .....85**

- LES DIFFICULTES TENANT A LA MISE EN FORME DES COMPTES ..... 86
- LES DIFFICULTES D'INSTRUCTION TENANT AU MANDAT DES ORGANES SOCIAUX ..... 87

**C - RECOMMANDATIONS ..... 89**

- Les recommandations relatives à la relecture des textes 90
- Les recommandations relatives à l'élaboration des formats des comptes 94
- Les recommandations relatives aux obligations des comptables publics 96

- Les recommandations relatives au renforcement des capacités de la Chambre des Comptes 96

**CONCLUSION** ..... [95](#)

**ANNEXES relatives aux tableaux indiquant la situation individuelle des comptes des différentes structures** .....

**ANNEXES relatives aux différentes ordonnances signées par le président de la Chambre des Comptes** .....